



OFF  
A11E8  
G3/75  
TS

# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 3 AVRIL 1943

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, APRIL 3RD, 1943

## AVIS AUX INTÉRESSÉS

### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES

### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
2713—1-53

#### Lettres patentes

##### "Alumnae Society of McGill University"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq février 1943, constituant en corporation sans capital-actions: Virginia Cameron, assistante régistrare, Université McGill, Patricia Maybury, professeur, et Elizabeth Carmichael Monk, avocate, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire et perpétuer le travail et l'entreprise ci-devant exercés par "The Alumnae Society of McGill University", un organisme non-incorporé, accepter le transport par ledit organisme non-incorporé et par les syndics du "McGill Alumnae Scholarship Fund" de tous les biens d'aucune sorte que ce soit se trouvant en la possession de ladite "The Alumnae Society of McGill University" ou desdits syndics du "McGill Alumnae Scholarship Fund" par aucun titre quelconque, comprenant, mais sans limiter en aucune manière la généralité des précédents, tous deniers, fonds, valeurs ou autres actifs et tous droits de quelque nature que ce soit, et assumer, à l'entière exonération et décharge de ladite société et desdits

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.  
2713—1-53

#### Letters Patent

##### "Alumnae Society of McGill University"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1943, to incorporate as a corporation without share capital: Virginia Cameron, assistant to the Registrar, McGill University, Patricia Maybury, teacher, and Elizabeth Carmichael Monk, advocate, all of the city and district of Montreal, Province of Québec, for the following purposes:

To carry on and perpetuate the work and undertaking heretofore carried on by The Alumnae Society of McGill University, an unincorporated body, to accept the transfer by the said unincorporated body and by the Trustees of the McGill Alumnae Scholarship Fund of all property of any kind whatsoever vesting in the said The Alumnae Society of McGill University or in the said Trustees of the McGill Alumnae Scholarship Fund by any title whatsoever, including, but without in any way limiting the generality of the foregoing, all moneys, funds, securities or other assets and all rights of any nature whatsoever, and to assume, to the entire exoneration and discharge of the said Society and the said Trus-

syndics, toutes dettes et obligations de quelque nature que ce soit auxquelles ils peuvent être assujettis à la date d'un tel transport.

Favoriser les intérêts et promouvoir le bien-être de l'Université McGill et ses graduées, sous-graduées et étudiantes.

Associer les graduées de l'Université McGill et telles personnes qui peuvent devenir membres de la société se rapportant aux lettres, à des œuvres philanthropiques et au développement d'un esprit universitaire, sous le nom de "Alumnae Society of McGill University".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000).

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinq février 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
3382 P. FRENETTE.

**"Auclair Taxi, Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour de février 1943, constituant en corporation: Ludger Auclair, propriétaire de taxi, Auré Auclair, machiniste, et Dame Germaine Bougie, épouse séparée de biens de Ludger Auclair, tous de la cité et du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, assumer ou autrement acquérir comme une industrie en exploitation le commerce maintenant exercé en la cité de Montréal, dans la province de Québec, par Ludger Auclair, faisant affaires sous les nom et raison sociale de Auclair Taxi, et tout ou aucune partie de l'actif et du passif du propriétaire de ce commerce en rapport avec icelui, avec l'entreprise et la clientèle d'icelles et tous les droits et contrats actuellement détenus par le propriétaire d'icelui;

Acheter, acquérir, posséder, opérer, louer, prendre à bail, maintenir, arrenter ou autrement exercer le commerce d'autos-taxis, camions, omnibus, lignes d'autobus, autobus et toutes sortes d'automobiles et véhicules-moteurs, et exercer généralement le commerce de voitures privées pour location à des personnes, ou pour effets, articles et marchandises, et fournir et pourvoir les propriétaires ou opérateurs d'automobiles et taxi-cabs, ou à d'autres personnes ou firmes exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie, tout service, facilités, informations, privilèges, concessions, droits, annonces qui sembleront avantageux à la compagnie ou à ceux qui feront des contrats avec la compagnie;

En rapport avec ledit commerce, tenir, maintenir, exploiter et gérer des bureaux, garages, magasins, entrepôts ou d'autres locaux semblables, pour garder, nettoyer, réparer et prendre soin généralement des automobiles et des véhicules-moteurs, de toute espèce et description, ainsi que tous les accessoires afférents et connexes et trafiquer, acheter, vendre et généralement faire le commerce des autos de toute espèce et description, des véhicules-moteurs, camions, taxis, motocycles, moteurs, engins, huiles, gazoline, du caoutchouc, de la gutta-percha, du cuir, du bois, des matières fibreuses, ainsi qu'aucun et tous accessoires de moteurs et engins, et généralement de tous les articles ou choses qui pourront être avantageux ou utiles en rapport avec la réalisa-

tees, all liabilities and obligations of any nature whatsoever to which they may be subject at the date of such transfer.

To advance the interests and promote the welfare of McGill University and its women graduates, undergraduates and students.

To associate the women graduates of McGill University and such persons as may become members of the Society in letters, in philanthropic work and in the development of a university spirit, under the name of "Alumnae Society of McGill University."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is twenty-five thousand dollars (\$25,000.00.00).

The head office of the corporation will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the Office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1943.

P. FRENETTE,  
3382-o Acting Deputy Attorney General.

**"Auclair Taxi, Limitée"**

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1943, incorporating: Ludger Auclair, taxi owner, Auré Auclair, machinist, and Dame Germaine Bougie, wife separate as to property of Ludger Auclair, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, undertake or otherwise acquire as a going concern the business now carried on in the city of Montreal, Province of Quebec, by Ludger Auclair, carrying on business under the firm name and style of "Auclair Taxi", and all or part of the assets and liabilities of the owner of the said business in connection with same, with the undertaking and goodwill thereof and all the rights and contracts presently held by the owner thereof;

To purchase, acquire, own, operate, lease, take on lease, maintain, rent or otherwise carry on the business of auto-taxis, trucks, omnibus, autobus lines, autobus and all kinds of automobiles and motor vehicles, and to carry on generally the business of private carriers for hire to persons, or for goods, wares and merchandise, and to furnish and provide the owners or operators of automobiles and taxi-cabs, or other persons or firms carrying on a business in whole or in part similar to that of the company, any service, facilities, information, privileges, concessions, rights, advertising which may seem advantageous to the company or to those making contracts with the company;

In connection with the said business, to hold, maintain, operate and manage offices, garages, stores, warehouses or other similar premises, for the keeping, cleaning, repairing and general care of automobiles and motor vehicles, of all kinds and descriptions, and also all accessories incidental thereto or connected therewith and to trade in, buy, sell and generally deal in autos of every kind and description, motor vehicles, trucks, taxis, motorcycles, motors, engines, oil, gasoline, rubber, gutta-percha, leather, wood, fibrous matter, and also any and all accessories for motors and engines, and in general all articles and things which may be advantageous or useful in connection with the full and profitable realization of the objects of the company, under the

tion adéquate et féconde des objets de la compagnie, sous le nom de "Auclair Taxi, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour de février 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
3383-o P. FRENETTE.

#### "Canadian Art Studios Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit mars 1943, constituant en corporation: Samuel Alexander Shulman, avocat, Benjamin Shulman, avocat, Moses Silverstone, commis, et Sophie Klein, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces de manufacturiers et détaillants de blouses, foulards, habits et vêtements de toutes sortes, tailleurs, drapiers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, pelletiers, gantiers, marchands de soie, coton, drap et dentelle, merciers, fabricants de portemanteaux et fournisseurs en général et marchands de caoutchouc india et marchandises imperméables, parapluies, cannes, ornements, nécessaires de toilette, parfums, savon et tous autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires aux fins de la compagnie, sous le nom de "Canadian Art Studios Ltd.", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars (\$49,900), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce huit mars 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
3384 P. FRENETTE.

#### "Cercle Universitaire Laval"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de mars 1943, constituant en corporation sans capital-actions: Charles Vézina, médecin, Adrien Pouliot, professeur, Thomas Tremblay, juge des Sessions de la Paix, Antonio Langlais, C.R., Paul-Henri Bouffard, C.R., Paul-Edouard Gagnon, chimiste, Stanislas Germain, avocat, J.-Edouard Morin, médecin, Roméo Blanchet, médecin, Rosaire Gingras, médecin, Lucien Mainguy, architecte, tous de la cité de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Réunir les professionnels et autres personnes qui voudront se joindre à eux, en cercle ou club, dans un but national, social, professionnel, scientifique, littéraire, artistique, sportif ou autre du même genre, mais sans intention de faire un gain pécuniaire, sous le nom de "Cercle Universitaire Laval."

Les biens immobiliers que pourra acquérir et posséder la corporation sont limités à une valeur totale de cent mille dollars (\$100,000.00);

Seront membres de la corporation tous ceux qui admis à une profession libérale ou gradués

name of "Auclair Taxi, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.), each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1943.

P. FRENETTE,  
3383 Acting Deputy Attorney General.

#### "Canadian Art Studios Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1943, incorporating: Samuel Alexander Shulman, advocate, Benjamin Shulman, advocate, Moses Silverstone, clerk, and Sophie Klein, stenographer, spinster of the full age of majority, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on all or any of the business of manufacturers and retailers of blouses, scarves, clothing and wearing apparel of all kinds, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers, hatters, furriers, glovers, silk, cotton, cloth and lace merchants, haberdashers, portmanteau makers and general outfitters and dealers in india-rubber and waterproof goods, umbrellas, walking sticks, ornaments, toilet requisites, perfumery, soap, and any other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purposes of the Company, under the name of "Canadian Art Studios Ltd.", with a total capital stock of forty-nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety-nine (499) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1943.

P. FRENETTE,  
3384-o Acting Deputy Attorney General.

#### "Cercle Universitaire Laval"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1943, to incorporate as a corporation without share capital: Charles Vézina, physician, Adrien Pouliot, professor, Thomas Tremblay, judge of the Sessions of the Peace, Antonio Langlais, K.C., Paul-Henri Bouffard, K.C., Paul-Edouard Gagnon, chemist, Stanislas Germain, advocate, J.-Edouard Morin, physician, Romeo Blanchet, physician, Rosaire Gingras, physician, Lucien Mainguy, architect, all of the City of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To group professionals and other persons who may be desirous of joining them, into a circle or club, for a national, social, professional, scientific, literary, artistic or sportive purpose, or any other purpose of the same kind, but without any intention of pecuniary gain, under the name of "Cercle Universitaire Laval".

The immovable property which the corporation may acquire and possess is limited to a total value of one hundred thousand dollars (\$100,000.);

The members of the corporation will be all those who, being admitted to be liberal pro-

d'Université auront reçu du Conseil d'Administration ou du Bureau Exécutif un certificat constatant qu'ils ont donné et versé au moins cent dollars (\$100.00) pour les fins du Club.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans les cité et district de Québec, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour de mars 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
3386-o P. FRENETTE.

**"Car Equipment Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf mars 1943, constituant en corporation: John Merrill Rudel, ingénieur en outils, Ralph Charles Tees, officier de compagnie de fiducie, tous deux de la cité de Montréal, et Stanley Stanger, officier de compagnie de fiducie, de la ville de Hampstead, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir les droit de brevet pour la toiture d'un wagon de fret inventée par John Merrill Rudel de Montréal, Canada, avec ensembles les inventions, procédés, appareils et dispositifs y inclus ou se rapportant à iceux, sous le nom de "Car Equipment Limited", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000), divisé en cinq cents (500) actions de dix dollars (\$10) chacune.

Aucun appel ne sera fait au public pour souscrire aux actions de la compagnie.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce neuf mars 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
3385 P. FRENETTE.

**"Dorval Development Co. Limited"**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de mars 1943, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, Abraham M. Klein, avocat, et Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux;

Acheter ou autrement acquérir, détenir, administrer et améliorer, et disposer—par vente ou autrement—de toutes sortes de biens immeubles, sous le nom de "Dorval Development Co. Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le premier mars 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
3387 P. FRENETTE.

**"Ernest Pelletier & Compagnie Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

profession, or being graduates of a University, shall have received from the Board of Directors or from the Executive Bureau, a certificate stating that they have given and paid at least one hundred dollars (\$100.) for the purposes of the Club.

The head business office of the Corporation will be in the City and District of Quebec, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of March, 1943.

P. FRENETTE,  
3386 Acting Deputy Attorney General.

**"Car Equipment Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1943, incorporating: John Merrill Rudel, tool engineer, Ralph Charles Tees, Trust Company officer, both of the City of Montreal, and Stanley Stanger, Trust Company officer, of the Town of Hampstead, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire the patent rights for the freight car roof devised by John Merrill Rudel of Montreal, Canada, together with the inventions, processes, apparatus and devices included thereunder or connected therewith, under the name of "Car Equipment Limited", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into five hundred (500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares in the Company.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1942.

P. FRENETTE,  
3385-o Acting Deputy Attorney General.

**"Dorval Development Co. Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1943, incorporating: Samuel Chait, advocate, Abraham M. Klein, advocate, and Freda Pomerance, secretary, fille majeure, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors;

To purchase or otherwise acquire, hold, administer and improve, and to dispose of, by sale or otherwise, of all kinds of real estate, under the name of "Dorval Development Co. Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1943.

P. FRENETTE,  
3387-o Acting Deputy Attorney General.

**"Ernest Pelletier & Compagnie Limitée"**

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de mars 1943, constituant en corporation: Ernest Pelletier, gentilhomme, Simone Martin, épouse séparée de biens dudit Ernest Pelletier et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Georges-Ephrem Pelletier, gentilhomme, tous de Cabano, dans le comté de Témiscouata, province de Québec, dans les buts suivants:

Agir comme entrepreneurs, contracteurs, camionneurs, entreposeurs, garagistes, manufacturiers et marchands de meubles, ferronnerie et matériaux de construction;

Faire le commerce du bois, des produits alimentaires, des automobiles et accessoires, sous le nom de "Ernest Pelletier & Compagnie Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents dollars (\$99,900.00), divisé en actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Cabano, dans le district de Kamouraska.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour de mars 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
3388-o P. FRENETTE.

**"Kingsworth Supply Co., Ltd."**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf mars 1943, constituant en corporation: Rowland Gaskell Prestt, marchand, Winnifred May Eccles, sténographe, fille majeure, tous deux des cité et district de Montréal, et Herbert Molesworth, gérant, des cité et district de Trois-Rivières, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, en qualité d'agents de ventes, le commerce de matériaux d'industrie et matériaux de travaux de génie, et acquérir, posséder, vendre, hypothéquer, louer, céder, échanger, ou autrement faire le commerce de tous biens, marchandises ou matériaux de toute sorte nécessaires à la poursuite générale du commerce susdit.

Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder des biens immeubles; vendre, hypothéquer, louer, céder, échanger, disposer ou autrement faire le commerce de ces immeubles, ou de toute partie d'iceux; et développer, améliorer, et fixer la disposition de ces propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés, ou autrement; cultiver ces biens immeubles, et vendre les produits d'iceux ou en disposer, sous le nom de "Kingsworth Supply Co., Ltd.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000) divisé en cent (100) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, Province de Québec, Canada.

Daté du bureau du procureur général, le neuf mars 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
3389 P. FRENETTE.

**"L'Association des Élèves de l'École Universelle d'Orientation"**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier jour de mars 1943,

by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1943, incorporating: Ernest Pelletier, gentleman, Simone Martin, wife separate as to property of the said Ernest Pelletier and duly authorized by the latter for the purposes hereof, and Georges-Ephrem Pelletier, gentleman, all of Cabano, in the County of Témiscouata, Province of Quebec, for the following purposes:

To act as contractors, truckmen, warehousemen, garage-keepers, manufacturers and dealers in furniture, ironware and building materials;

To deal in lumber, food products, automobiles and accessories, under the name of "Ernest Pelletier & Compagnie Limitée", with a total capital stock of ninety-nine thousand nine hundred dollars (\$99,900.00), divided into shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Cabano, district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of March, 1943.

P. FRENETTE,  
3388 Acting Deputy Attorney General.

**"Kingsworth Supply Co., Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1943, incorporating: Rowland Gaskell Prestt, merchant, Winnifred May Eccles, stenographer, spinster of the full age of majority, both of the City and District of Montreal, and Herbert Molesworth, manager, of the City and District of Trois-Rivières, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as sales agents for industrial supplies and engineering supplies, and to acquire, own, sell, hypothecate, lease, convey, exchange, or otherwise deal in any assets, merchandise or material of any kind necessary for the general prosecution of the above-mentioned business.

To purchase, lease or otherwise acquire and to own real estate; to sell, hypothecate, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate, or any portion thereof, and to develop, improve, and lay out such property in building lots, streets, lanes, squares, or otherwise; to farm any such real estate, and to sell or dispose of the products thereof, under the name of "Kingsworth Supply Co., Ltd.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) par value each.

The head office of the company will be situate in the City of Montreal, in the Province of Quebec, Canada.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1943.

P. FRENETTE,  
3389-o Acting Deputy Attorney General.

**"L'Association des Élèves de l'École Universelle d'Orientation"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1943, to incorporate as a corporation

constituant en corporation sans capital-actions: Lionel Dumas, étudiant en Sciences, Philippe Pelletier, étudiant en Sciences, et François DesRochers, étudiant en Chimie, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

D'établir entre les membres des relations amicales, de promouvoir les intérêts de l'école, de relier successivement les promotions nouvelles aux promotions antérieures et d'utiliser les rapports ainsi créés aussi bien au profit de commerce, de l'industrie de la finance qu'au profit des associés eux-mêmes, sous le nom de "L'Association des Élèves de l'École Universelle d'Orientalion".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt mille dollars (\$20,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce premier jour de mars 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
3390-o P. FRENETTE.

"Montreal Anti-Tuberculosis League, Inc."  
"La Ligue Antituberculeuse de Montréal, Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois février 1943, constituant en corporation sans capital-actions: Charles Oscar Monat, Howard Murray, O.B.E., James Wilson, John Ernest Savard, Ralph Douglas Stewart Neill, Armand Dupuis, James Kinneer Wilson et Joseph Ubald Boyer, exécutifs, tous de la cité de Montréal, province de Québec, Canada, dans les buts suivants:

Acquérir tout de l'entreprise, propriétés, actif et droits, mobiliers et immobiliers, réels et personnels, tangibles et intangibles, déterminés et éventuels de La Ligue Antituberculeuse de Montréal & District, comprenant, mais sans limiter ou restreindre en aucune manière la généralité des précédents, aucun et tous les legs, donations, bienfaits, droits, réclamations, intérêts et demandes de ladite Ligue Antituberculeuse de Montréal & District;

Exercer les affaires qui consistent à étudier, prévenir, traiter et guérir la tuberculose, comprenant, mais sans limiter ou restreindre en aucune manière la généralité des précédents, le travail de recherche se rapportant à cette maladie et la diffusion des connaissances et informations relativement à icelle, pourvu, cependant, que rien y contenu ne portera atteinte aux dispositions de la Loi médicale de Québec, sous le nom de "Montreal Anti-Tuberculosis League, Inc."— "La Ligue Antituberculeuse de Montréal, Inc."

Le montant total réuni en valeur des propriétés immobilières qui peuvent en aucun temps et de temps à autre être possédées par la corporation n'excèdera pas cent mille dollars (\$100,000).

Les affaires de la corporation seront administrées par un bureau de gouverneurs comprenant quatorze gouverneurs.

Le siège social et principale place d'affaires de la corporation sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-trois février 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
3391 P. FRENETTE.

without share capital: Lionel Dumas, student of sciences, Philippe Pelletier, student of sciences and François Desrochers, student of chemistry, all three of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To establish friendly intercourse between the members, to promote school interests, to connect, successively, the new promotions with the previous promotions and to use the connections thus created for the benefit of business, financial dealings, as well as for the benefit of the associates themselves, under the name of "L'Association des Élèves de l'École Universelle d'Orientalion".

The amount to which shall be limited the immovable property which the Corporation may possess, is twenty thousand dollars (\$20,000.).

The head office of the corporation will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1943.

P. FRENETTE,  
3390 Acting Deputy Attorney General.

"Montreal Anti-Tuberculosis League, Inc."  
"La Ligue Antituberculeuse de Montréal, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of February, 1943, to incorporate as a corporation without share capital: Charles Oscar Monat, Howard Murray, O.B.E., James Wilson, John Ernest Savard, Ralph Douglas Stewart Neill, Armand Dupuis, James Kinneer Wilson and Joseph Ubald Boyer, Executives, all of the City of Montreal in the Province of Quebec, Canada, for the following purposes:

To acquire all of the undertaking, property, assets and rights, moveable and immoveable, real and personal, tangible and intangible, determinate and eventual, of the Montreal & District Anti-Tuberculosis League, including but without in any way limiting or restricting the generality of the foregoing, any and all bequests, donations, benefits, rights, claims, interests and demands of the said Montreal & District Anti-Tuberculosis League;

To carry on the business of the study, prevention, treatment and cure of tuberculosis, including but without in any way limiting or restricting the generality of the foregoing, the business of research in connection with this disease and the dissemination of knowledge and information with respect thereto, provided, however, that nothing herein contained shall derogate from the provisions of the Quebec Medical Act, under the name of "Montreal Anti-Tuberculosis League, Inc."— "La Ligue Antituberculeuse de Montréal, Inc."

The total aggregate amount in value of the immoveable property which may at any time and from time to time be owned by the Corporation shall not exceed one hundred thousand dollars (\$100,000.)

The affairs of the Corporation shall be managed by a board of Governors consisting of fourteen Governors.

The head office and principal place of business of the Corporation shall be in the City of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of February, 1943.

P. FRENETTE,  
3391-o Acting Deputy Attorney General.

**"Montreal Forged Products Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux mars 1943, constituant en corporation: Arthur Walker, Armand Girard et Moe Woods, tous manufacturiers des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer et s'occuper par aucun moyen ou manière quelconque du commerce de manufacturier et marchand de fer ornemental et travaux en bronze, et de celui qui consiste à forger, fabriquer, produire, acheter, importer et autrement acquérir et préparer pour le marché et celui qui consiste à vendre en gros et—ou en détail, mettre sur le marché, exporter, transporter, entreposer, distribuer et autrement disposer de, négocier et faire le commerce d'articles et choses dans lesquels le fer et le bronze sont utilisés et plus particulièrement dans des escaliers, escaliers de sauvetage contre le feu, marquises, balcons, travaux de structure et d'ornementation de toutes sortes et descriptions, comprenant la ferronnerie de marine et accessoires, sous le nom de "Montreal Forged Products Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce deux mars 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
3392 P. FRENETTE.

**"Montreal Forged Products Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1943, incorporating: Arthur Walker, Armand Girard and Moe Woods, all manufacturers of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on and engage in any way or manner whatsoever the business of ornamental iron and brass work manufacturer and dealer, and of forging, manufacturing, producing, buying, importing and otherwise acquiring and preparing for market and of selling at wholesale and—or retail, marketing, exporting, transporting, storing, distributing and otherwise disposing of, trading in and dealing with articles and things whereof iron and brass are used and more particularly stairs, fire escapes, marquises, balconies, structural and ornamental works of all kinds and descriptions, including marine hardware and accessories, under the name of "Montreal Forged Products Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of March, 1943.

P. FRENETTE,  
3392-o Acting Deputy Attorney General.

**"Noorduyn Recreation Association"**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf mars 1943, constituant en corporation sans capital-actions: Geoffrey P. Simpson, assistant-surintendant, Albert Maxwell, comptable en chef, et Robert Redmayne, officier de liaison, tous de la ville de St-Laurent, Kenneth Lacroix, commis en chef, de la ville de Dixie, Clifford H. Cheasley, directeur personnel, de la ville de Montréal Ouest, Gordon Moore, surveillant, de la cité de Westmount, Gerald E. Hamill, gérant, de la ville de Mont Royal, Edward Corner, surveillant, de la ville de Ste-Rose, Henry Verrette, directeur, de Rivière des Prairies, James P. Donnelly, ingénieur exécutif, Maurice Marion, ajusteur, Louis Couillard, inspecteur, Imelda Roy, riveuse, fille majeure, Alice C. O'Brien, secrétaire, fille majeure, J. Stewart LeBlanc, assistant-surveillant, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Encourager, favoriser, développer, organiser, conduire et diriger des entreprises patriotiques, charitables, sociales, récréatives, athlétiques ou sportives parmi les officiers, employés et associés de "Noorduyn Aviation Limited", une corporation légalement constituée faisant affaires dans la province de Québec, ses auxiliaires ou ayants-droit, sous le nom de "Noorduyn Recreation Association."

Les pouvoirs conférés ne permettent ni n'autorisent le jeu, les jeux de hasard, ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté, ni ne donnent à l'association le droit d'obtenir ou détenir aucun permis ou aucune licence de la Commission des liqueurs de Québec.

**"Noorduyn Recreation Association"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1943, to incorporate as a corporation without share capital: Geoffrey P. Simpson, assistant superintendent, Albert Maxwell, chief accountant, and Robert Redmayne, liaison officer, all of the Town of St. Laurent, Kenneth Lacroix, chief clerk, of the Town of Dixie, Clifford H. Cheasley, personal director, of the Town of Montreal West, Gordon Moore, supervisor, of the City of Westmount, Gerald E. Hamill, manager, of the Town of Mount Royal, Edward Corner, supervisor, of the Town of St. Rose, Henry Verrette, lead hand, of Rivière des Prairies, James P. Donnelly, executive engineer, Maurice Marion, fitter, Louis Couillard, inspector, Imelda Roy, rivetter, spinster, Alice C. O'Brien, secretary, spinster, J. Stewart LeBlanc, assistant supervisor, of the City of Montreal, all in the District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To encourage, promote, develop, organize, conduct, and manage patriotic, charitable, social, recreational, athletic or sporting activities among the officers, employees and associates of Noorduyn Aviation Limited, a body corporate and politic doing business in the Province of Quebec, its subsidiaries or assigns, under the name of "Noorduyn Recreation Association."

The powers granted shall not permit nor authorize gambling, games of chance, or combined games of chance and skill, nor shall the association be empowered to obtain or hold any club permit or license from the Quebec Liquor Commission.

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt mille dollars, monnaie courante du Canada.

Le siège social de la corporation sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le neuf mars 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
3393 P. FRENETTE.

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is twenty thousand dollars, current money of Canada.

The head office of the corporation will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1943.

P. FRENETTE,  
3393-o Acting Deputy Attorney General.

**"T. McOuat & Son, Limited"**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit mars 1943, constituant en corporation: Arthur Andrew McOuat, Arthur Gordon McOuat, tous deux fondateurs et machinistes, Levi Erle McMartin, commis, Janet Marion McOuat et Edith Walker McOuat, filles majeures, tous de Lachute, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir et obtenir à titre d'exploitation le commerce présentement exercé dans la ville de Lachute, sous les nom et raison sociale de T. McOuat & Son, et toutes et chacune des propriétés et obligations des propriétaires de toute industrie y connexe ou de toutes industries semblables, et sa clientèle;

Manufacturer et faire le commerce du fer, de l'acier, du laiton et de tous autres métaux, à partir du minéral jusqu'aux produits ouvrés d'iceux;

Couler, fondre, forger et laminier le fer, l'acier et le laiton, et toutes autres matières, métaux de toutes sortes et descriptions et manufacturer et faire le commerce de tous articles, effets et toutes marchandises dans la fabrication desquels le fer, l'acier, le laiton ou tout métal sont ou peuvent être employés, et à cette fin, ériger et exploiter des hauts fourneaux, forges, connecteurs et tous autres appareils nécessaires ou appropriés à l'exercice convenable dudit commerce;

Manufacturer, importer et exporter, acheter, vendre et faire le commerce de machines-outils, instruments, quincaillerie de toute sorte, locomotives, machines fixes et autres machines, wagons de chemin de fer, automobiles, matériel d'automobiles, aéroplanes, matériel d'aéroplanes, pièces ou matériaux, moteurs, appareils électriques, compresseurs d'air et de vapeur, outillage de mines et de pompes et outils, bouilloires, et en général, toutes sortes et descriptions d'outils, machinerie et articles composés de ou fabriqués en tout ou en partie en fer, en acier, en métal, en bois;

Faire le commerce de fondeurs de fonte, de bronze et d'autres métaux; de forgerons, mécaniciens, fabricants d'outils, métallurgistes et ouvriers serruriers, électriciens, ajusteurs, constructeurs de moulins, charpentiers, constructeurs, fabricants de caisses d'emballage, et toutes autres branches de détail de commerce se rattachant ordinairement ou convenablement à aucun des commerces susdits, soit dans la préparation ou le finissage d'articles à vendre ou dans des buts auxiliaires, tant pour les fins des affaires susdites que celle du gain comme commerces indépendants, sous le nom de "T. McOuat & Son, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100) chacune.

**"T. McOuat & Son, Limited."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1943, incorporating: Arthur Andrew McOuat, Arthur Gordon McOuat, both founders and machinists, Levi Erle McMartin, clerk, Janet Marion McOuat and Edith Walker McOuat, spinsters, all of Lachute in the Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern business now being carried in the town of Lachute, under the firm name and style of T. McOuat & Son and all and each of the property and obligations of the proprietors of any industry connected therewith or any similar industries and its goodwill;

To manufacture and deal in iron, steel, brass and all other metals from the ore to the finished products thereof;

To cast, smelt, forge and roll iron, steel and brass and all other materials, metals of all kinds and descriptions and to manufacture and deal in, all goods, wares and merchandises in which iron, steel, brass or any metal is or may be used and for that purpose, to erect and operate blast furnaces, forges, connecters and all other appliances necessary or convenient for the due carrying on of the said business;

To manufacture, import and export, buy, sell and deal in machine tools, implements, hardware of all kinds, locomotives, stationary and other engines, railway cars, automobiles, automobile equipment, airplanes, airplane equipment, parts or supplies, motors, electrical apparatus, air and steam compressors, mining and pumping machinery and tools boilers and generally every kinds and descriptions of tools, machinery and articles composed or manufactured in whole or in part of iron, steel, metal, wood;

To carry on the business of iron, brass and other metal founders, smiths, machinists, tool makers, metallurgists and metal workers, electricians, fitters, millwrights, woodworkers, builders, packing, boxmakers and all other detail of business usually and conveniently connected with any such business aforesaid, either for preparing or finishing articles for sale or for auxiliary purposes as well for the purposes of the business aforesaid, as for the purpose of profit as independent business, under the name of "T. McOuat & Son, Limited", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le huit mars 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
3394 P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Lachute, County of Argenteuil, District of Terrebonne, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1943.

P. FRENETTE,  
3394-o Acting Deputy Attorney General.

### Ventes pour taxes municipales

Province de Québec.—Comté de Châteauguay

#### VILLE DE CHÂTEAUGUAY

Avis public est par les présentes, donné par le soussigné, René Lussier, secrétaire-trésorier de la Ville de Châteauguay, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique au bureau du Conseil, à l'hôtel de ville de la susdite municipalité, LUNDI, le VINGT-SIX AVRIL 1943, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et intérêts, mentionnées dans l'état ci-dessous et les frais qui seront subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

### Sales for Municipal Taxes

Province of Quebec.—County of Châteauguay

#### TOWN OF CHÂTEAUGUAY

Public notice is hereby given by the undersigned René Lussier, Secretary-Treasurer of the Town of Châteauguay, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council, at the Town Hall of the aforesaid Municipality, MONDAY, on the TWENTY-SIXTH day of APRIL 1943, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and school taxes with interest mentioned in the hereunder statement, and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Nom du propriétaire Name of proprietors	Cadastre	Subdivision	Total des taxes municipales et scolaires dues Total municipal and school taxes due
Barwick, K. J.	44	176 à-to 179 inc.	\$39.03
Boyle, Succession—Estate J. P.	15	61 à-to 63 inc.	56.70
Avec les bâtisses dessus construites.			
With buildings thereon erected.			
Gagnon, Mme—Mrs. D. A.	P.294—P.295		216.10
Avec les bâtisses dessus construites.			
With buildings thereon erected.			
Lesage, L. P.	P.10		22.23
Avec les bâtisses dessus construites.			
With buildings thereon erected.			
Oliver, Mme—Mrs. B.	44	138 P 139	63.24
Avec les bâtisses dessus construites.			
With buildings thereon erected.			
Smith, Mme—Mrs. Alice M.	43	86 & 87	37.60
Avec les bâtisses dessus construites.			
With buildings thereon erected.			
Ste-Marie, Henri	5	203A	11.43
Avec les bâtisses dessus construites.			
With buildings thereon erected.			
Vallières, L. & Lusignan, Alp.	7		16.73
Avec les bâtisses dessus construites.			
With buildings thereon erected.			
Cole, P. H.	261	44	14.50
Denmann, Mlle—Miss. C. N.	44	60a à-to 62a inc.	9.71
Laurie, W. M.	44	151 & 152	12.69
Légaré, J. B. D.	5	213	17.81
Lysons, N. H.	44	201 à-to 203 inc.	7.08
Nixon, Mme—Mrs. S.	17	143 & 146	5.73
Orr, Robert.	11	62-63-65	23.31
Prop. Inconnu	277		1.30
Scott, J.	44	25a à-to 28a inc.	23.84
Sweet, W.	17	416 & 417	5.20
Hutchinson, James D.	20	217 à-to 220 inc.	16.80

Les immeubles susdits sont tous des plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay et situés dans le Ville de Châteauguay.

Donné sous mon seing, en la Ville de Châteauguay, ce 29 mars 1943.

Le secrétaire-trésorier,  
3408-14-2-o RENÉ LUSSIER.

The above immovables are all upon the official plan and in the book of reference of the Parish of St. Joachim of Châteauguay.

Given under my hand, in the Town of Châteauguay this 29th, day of March 1943.

RENÉ LUSSIER,  
Secretary-Treasurer.

VILLE DE QUÉBEC-OUEST

TOWN OF QUEBEC-WEST

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 23 mars 1943 a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues à la ville de Québec-Ouest et à la municipalité scolaire de la ville de Québec-Ouest, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public au deuxième étage de l'hôtel de ville, en la ville de Québec-Ouest, MARDI, le VINGT AVRIL 1943, à DIX heures a.m.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the 23rd of March, 1943, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chap. 207), to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of taxes due to the Town of Quebec-West and the School Municipality of the Town of Quebec-West, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction on the second floor of the Town Hall, in the Town of Quebec-West, TUESDAY, the TWENTIETH of APRIL, 1943, at TEN o'clock in the forenoon.

Toutefois seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 1er juillet 1942 auront été payées avant le moment de la vente.

However there shall be excluded from the sale those immovables whereon the taxes falling due on or before the 1st of July, 1942, shall have been paid before the time of the sale.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait.

The sale of the immovables described in the first section of the present notice shall be made subject to right of redemption.

Celle des immeubles décrits dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, lesdits immeubles étant tous des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas \$1,000.00 (mille dollars).

The sale of the immovables described in the second section shall be final and without right of redemption pursuant to the provisions of section 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the said immovables being all vacant lands and building lots of a municipal valuation not exceeding \$1,000. (one thousand dollars).

PREMIÈRE SECTION

FIRST SECTION

*Immeubles sujets au droit de retrait*

*Immovables subject to right of redemption*

Noms et subdivisions:

Names and subdivisions:

1. Joseph Tanguay—90-91.

2. Ovide Bolduc—162-163.

Les quatre subdivisions ci-dessus sont toutes du lot originaire numéro 2439.

4. Dollard Barbeau—418-419.

5. Emile Montminy— $\frac{1}{2}$  nord de 697 et le lot numéro 698.

Les trois subdivisions et partie de subdivision ci-dessus sont toutes du lot originaire numéro 2431.

6. Gédéon Rousseau—26-27-28.

Les trois subdivisions ci-dessus sont toutes du lot originaire numéro 2428.

7. Mme Eusèbe Desbiens—126-127.

Les deux subdivisions ci-dessus sont du lot numéro 2428-B.

Les subdivisions et parties de subdivisions ci-dessus décrites aux numéros 1 à 7 inclusivement sont toutes avec bâtisses, circonstances et dépendances.

1. Joseph Tanguay—90-91.

2. Ovide Bolduc—162-163.

The four foregoing subdivisions are all of original lot No. 2439.

4. Dollard Barbeau—418-419.

5. Emile Montminy—North  $\frac{1}{2}$  of 697 and lot No. 698.

The three foregoing subdivisions and part of subdivision are all of original lot No. 2431.

6. Gédéon Rousseau—26-27-28.

The three foregoing subdivisions are all of original lot No. 2428.

7. Mme Eusèbe Desbiens—126-127.

The two above subdivisions are of lot number 2428-B.

The subdivisions and parts of subdivisions hereinabove described in numbers 1 to 7 inclusively, are all with buildings, circumstances and dependencies.

DEUXIÈME SECTION

SECOND SECTION

*Immeubles non sujets au droit de retrait*

*Immovables not subject to right of redemption*

Suivant les dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, l'adjudication des immeubles ci-dessous désignés est définitive et le retrait ne peut être exercé, lesdits immeubles étant tous des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

According to the provisions of article 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the adjudication of the immovables hereinbelow designated is final and redemption cannot be exercised, the said immovables all being vacant lands and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

8. Eusèbe Harvey—395.

9. A. Turgeon—788.

Les deux subdivisions ci-dessus sont du lot originaire numéro 2439.

11. Mme Veuve Cléophas Turcotte—173.

12. Mme Veuve Cléophas Turcotte—174.

13. Alfred Couture, jnr.—244.

14. Alfred Couture, jnr.—245.

Les quatre subdivisions ci-dessus sont toutes du lot originaire numéro 2436.

15. Adélarde Boivin—109.

16. Adélarde Boivin—110.

17. Adélarde Boivin—111.

18. Adélarde Boivin—112.

19. Mme Eusèbe Godin—313.

20. Edward Walsh—683.

Les six subdivisions ci-dessus sont toutes du lot originaire numéro 2431.

8. Eusèbe Harvey—395.

9. A. Turgeon—788.

The two above subdivisions are of original lot number 2439.

11. Mme Widow Cléophas Turcotte—173.

12. Mme Widow Cléophas Turcotte—174.

13. Alfred Couture, junior—244.

14. Alfred Couture, junior—245.

The four above subdivisions are all of original lot number 2436.

15. Adélarde Boivin—109.

16. Adélarde Boivin—110.

17. Adélarde Boivin—111.

18. Adélarde Boivin—112.

19. Mme Eusèbe Godin—313.

20. Edward Walsh—683.

The six above subdivisions are all of original lot number 2431.

## Noms et subdivisions:

21. Joseph Mollay—134.
22. Joseph Mollay—135.
23. Joseph Mollay—136.
24. Joseph Mollay—276.
25. Joseph Mollay—277.
26. Joseph Mollay—278.

Les six subdivisions ci-dessus sont toutes du lot originaire numéro 2428.

27. S. J. Martyn—246.

La subdivision ci-dessus est du lot originaire numéro 2424.

28. Mme J. B. Rousseau—3.
29. Bureau G. et Bureau J.—160.
30. Bureau G. et Bureau J.—161.

Les trois subdivisions ci-dessus sont toutes du lot originaire numéro 2421.

31. Théo Dorval—216.

La subdivision ci-dessus est du lot originaire numéro 2419.

Les immeubles ci-dessus décrits sont tous du cadastre officiel de la paroisse St-Sauveur de Québec et sont situés en la ville de Québec-Ouest.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

Donné à Québec-Ouest, ce 23 mars 1943.

[Sceau]  
3361-13-2-o

Le greffier,  
G. ROULEAU.

Province de Québec

CITÉ DE MONTRÉAL

## Names and subdivisions:

21. Joseph Mollay—134.
22. Joseph Mollay—135.
23. Joseph Mollay—136.
24. Joseph Mollay—276.
25. Joseph Mollay—277.
26. Joseph Mollay—278.

The six above subdivisions are all of original lot number 2428.

27. S. J. Martyn—246.

The above subdivision is of original lot number 2424.

28. Mme J. B. Rousseau—3.
29. Bureau G. and Bureau J.—160.
30. Bureau G. and Bureau J.—161.

The three above subdivisions are all of original lot number 2421.

31. Théo. Dorval—216.

The above subdivision is of original lot number 2419.

The immovables hereinabove described are all of the official cadastre for the Parish of St-Sauveur de Québec and are situate in the Town of Quebec-West.

The adjudication price of each of these immovables shall be payable immediately.

Given at Quebec-West, this 23rd of March, 1943.

[Seal]  
3361-13-2

G. ROULEAU,  
Clerk.

Province of Quebec

CITY OF MONTREAL

Avis public est, par les présentes, donné que le soussigné vendra, par encaissement public au premier étage de l'Hôtel de Ville de la cité de Montréal, MARDI, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois d'AVRIL 1943 à DIX heures de l'avant-midi, l'immeuble ci-après désigné pour satisfaire au paiement des arriérages de taxes dues à la cité de Montréal avec intérêt et frais:

Public notice is hereby given that the undersigned will sell by public auction, on the first floor of the City Hall of the City of Montreal, on TUESDAY the TWENTY-SEVENTH day of the month of APRIL 1943 at TEN o'clock in the forenoon, the immovable hereunder described, to satisfy the payment of the arrears of taxes due to the city of Montreal, with interest and costs:

Compte numéro — Account number	Division d'enregistrement — Registration Division	Cadastre-Subdivision	Numéro civique, Rue — Civic number, Street	Nom du propriétaire — Name of proprietor	Taxes et intérêt — Tax and interest
500188	Village St-Jean-Baptiste.	260.....	Ave Coloniale...	Amable Frigon, jr.	\$ 463.24

La vente de cet immeuble sera faite sujette au droit de retrait et à la créance privilégiée de la consolidation des arriérages de taxes.

L'immeuble ci-dessus a été annoncé en vente pour taxes, sur l'ordre de la Commission municipale de Québec, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les 31 octobre et 15 novembre 1941. Il a été adjugé le 1er décembre 1941, à M. Samuel Berling de la cité de Westmount, district de Montréal.

Ledit Samuel Berling, n'ayant pas payé la balance du prix d'adjudication, a été déclaré adjudicataire défaillant, par jugement de la Cour Supérieure rendu le 5 février 1943, par l'honorable juge Alfred Forest, sur une requête portant le N° 456 du plumitif *ex parte*. Il sera procédé à la revente dudit immeuble à la folle enchère dudit Samuel Berling conformément au jugement susdit.

Je certifie que l'état ci-dessus contient une description complète de l'immeuble à être vendu le vingt-septième jour du mois d'avril 1943, pour défaut de paiement des contributions foncières, générales ou spéciales, imposées sur ledit immeuble et dues à la cité de Montréal.

L'immeuble susdit est aux plan et livre de renvoi officiels du village de St-Jean-Baptiste situé dans la cité de Montréal et sera vendu au dernier et plus haut enchérisseur.

Conformément à l'article 401 de la charte tel qu'amendé par la loi 1, George VI, chapitre 103, section 62, il sera exigé avant l'adjudication finale du plus haut enchérisseur un dépôt de 10% du montant de l'évaluation municipale.

Ladite vente sera en outre faite avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, attachées audit immeuble.

The sale of the said immovable will be subject to the right of redemption and to the privileged debt of the consolidation of arrears of taxes.

By order of the Quebec Municipal Commission, the said immovable was advertised to be sold for taxes in the *Official Gazette of Quebec* on the 31st October and the 15th November 1941. On the first December 1941, it was adjudged to Mr. Samuel Berling of the City of Westmount, district of Montreal.

Not having paid the balance of the price of adjudication the said Samuel Berling was declared a purchaser in default, in a judgment of the Superior Court rendered the 5th February 1943 by the Honorable Judge Alfred Forest following a petition bearing No. 456 of the Minute Book *ex parte*. The said immovable will be resold at the risk of the said Samuel Berling according to the above-mentioned judgment.

I certify that the statement below contains a complete and full description of the immovable to be sold on the twenty-seventh day of the month of April 1943 for failure to pay real estate assessments, general or special, imposed on the said immovable and owing to the city of Montreal.

The above immovable is on the plan and official book of reference of the Village de St-Jean-Baptiste situated in the city of Montreal and will be sold to the last and highest bidder.

In accordance with article 401 of the charter as amended by the law 1 George VI, chapter 103, section 62, there shall be demanded from the highest bidder, before the final adjudication a deposit of 10% of the amount of the municipal valuation.

The said sale will be made with all the active and passive servitudes, apparent and hidden, attached to the said immovable.

Donné en la cité de Montréal, ce trentième jour de mars, 1943.

Le délégué spécial de la Commission Municipale de Québec,  
3412-14-2-o L. ROBERGE.

Province de Québec. — District de Chicoutimi.

MUNICIPALITÉ DE LABRECQUE.

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du dix-huit mars 1943, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arérages de taxes dues à la corporation municipale de Labrecque (paroisse de St-Léon), avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle municipale de la paroisse de St-Léon (salle du conseil), le QUATRE MAI 1943, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes municipales consolidées et toutes les taxes municipales non consolidées devenues exigibles avant le 1er janvier 1943 auront été payées avant le moment de la vente.

1. Emile Coudé:—Le lot 4, rang 9.
2. Willie Lemay:—Le lot 43, rang 9.
3. Joseph Larouche:—Le lot 3, rang 9.

Tous les lots ci-dessus mentionnés sont connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Taché.

4. Emile Coudé:—La demie est du lot 35, rang 2.
5. Stanley Claveau:—Un terrain faisant partie du lot 29, rang 2, borné au nord, par le terrain de Israël Bilodeau ou représentants, à l'est, par le résidu dudit lot, au sud, par le terrain de Jean-Baptiste Larouche ou représentants, et à l'ouest par la route centrale du rang 2.
6. Charles Côté:—La demie est du lot 10, rang 4, le lot 9, rang 5, et les droits d'occupant, s'il y en a, du lot 10, rang 5.
7. Joseph Desmeules:—Le lot 14, rang 1.
8. Raymond Girard:—La demie nord du lot 5, rang 6, et les droits d'occupant, s'il y en a, sur la demie sud du même lot.
9. Arthur Girard:—La demie sud des lots 8, 9 et 10, rang 7, et les droits qu'il peut avoir sur le lot 8, rang 6.

10. Charles Gobeil:—Les lots 11 et 12, rang 5.
11. Lionel Laforge:—Le lot 7, rang 5.
12. Henri Laforge:—Le lot 8, rang 5.
13. Henri Néron:—Le lot 39, rang 1.
14. Armand Thibeault:—La demie ouest du lot 37, rang 2.
15. Léopold Tremblay:—Le lot numéro 15, rang 1.
16. Johnny Larouche:—Le lot 7, rang 4.

Tous les lots ou parties de lots mentionnés ci-dessus, des numéros d'ordre 4 à 16 inclusivement, sont ainsi connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Labrecque.

Tous ces immeubles seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à St-Léon, ce 22 mars 1943.

Le secrétaire-trésorier,  
3395-14-2-o G.-H. LEMAY.

Province de Québec — District de Chicoutimi

PAROISSE DE SAINT-FULGENCE

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du dix-huit mars 1943, a ordonné au sous-

Given at the city of Montreal, this thirtieth day of March, 1943.

L. ROBERGE,  
Special Delegate of The Quebec  
3412-14-2-o Municipal Commission.

Province of Quebec. — District of Chicoutimi.

MUNICIPALITY OF LABRECQUE.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated March eighteenth, 1943, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovables herein-after designated in payment of arrears of Taxes due to the Municipal Corporation of Labrecque (Parish of St-Léon) with interest and costs and that consequently, the said immovables shall be sold by public auction in the Municipal Hall of the Parish of St-Léon (Council Hall) on the FOURTH of MAY, 1943, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However there shall be excluded from the sale those immovables whereon all payments due for consolidated municipal taxes and all non-consolidated municipal taxes being exigible before January 1st, 1943, shall have been paid before the time of the sale.

1. Emile Coudé:—Lot 4, range 9.
2. Willie Lemay:—Lot 43, range 9.
3. Joseph Larouche:—Lot 3, range 9.

All the above mentioned lots being known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Taché.

4. Emile Coudé:—The east half of lot 35, range 2.
5. Stanley Claveau:—A lot of land forming part of lot 29, range 2, bounded on the north by the land of Israël Bilodeau or representatives, on the east by the residue of said lot, on the south by the land of Jean-Baptiste Larouche or representatives, and on the west by the central road of range 2.
6. Charles Côté:—The east half of lot 10, range 4, lot 9, range 5 and the occupation rights, if any, of lot 10, range 5.
7. Joseph Desmeules:—Lot 14, range 1.
8. Raymond Girard:—The north half of lot 5, range 6, and the occupation rights, if any, on the south half of said lot.
9. Arthur Girard:—The south half of lots 8, 9 and 10, range 7, and the rights which he may have on lot 8, range 6.

10. Charles Gobeil:—Lots 11 and 12, range 5.
11. Lionel Laforge:—Lot 7, range 5.
12. Henri Laforge:—Lot 8, range 5.
13. Henri Néron:—Lot 39, range 1.
14. Armand Thibeault:—The west half of lot 37, range 2.
15. Léopold Tremblay:—Lot 15, range 1.
16. Johnny Larouche:—Lot 7, range 4.

All the lots or parts of lots hereinabove mentioned, numerical order 4 to 16 inclusively, are thus known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Labrecque.

All these immovables shall be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes which may affect the same.

The adjudication price of each of these immovables shall be payable immediately.

The sale shall be made, moreover, subject to right of redemption and other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at St-Léon, this 22nd of March, 1943.

G. H. LEMAY,  
3395-14-2 Secretary-Treasurer.

Province of Quebec — District of Chicoutimi

PARISH OF SAINT-FULGENCE

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the eighteenth of March, 1943, has ordered the

signé, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation municipale de Saint-Fulgence, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle du conseil, à St-Fulgence, le VINGT-HUIT AVRIL 1943, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 1er janvier 1943 auront été payées avant le moment de la vente.

1. Joseph Simard "Ferdinand":—Le lot 34 du rang 3.
2. Philippe Girard:—Le lot numéro 31 du rang 3.

3. Hermias Harvey:—Un terrain de grandeur et de superficie inconnues, clôturé des côtés est et ouest, en forme presque triangulaire au bout de la profondeur, la clôture séparant le terrain de M. Charles Lajoie rejoignant presque le chemin de M. Alfred Gagnon, au bout de la profondeur, et compris dans les bornes suivantes:—en front, par la rivière des Simard; en profondeur, par un écore entre le chemin dudit Alfred Gagnon et le terrain de M. Lajoie; du côté est, par le chemin de M. Alfred Gagnon et du côté ouest par une clôture divisant le terrain de M. Charles Lajoie du terrain présentement décrit, ledit terrain faisant partie du lot A-1 du rang 1.

Avec réserve en faveur de M. Alfred Gagnon ou représentants d'une cave qui se trouve sur ledit terrain, avec droit de passage à pied et en voiture pour aller à cette cave pour ledit Alfred Gagnon ou représentants, tel que le tout lui a été concédé par titres antérieurs.

Les lots et partie de lot ci-dessus décrits sont connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Harvey.

4. Jean-Paul Morin:—Les trois quarts nord du lot connu et désigné au cadastre officiel du canton Tremblay sous le numéro 23 du rang 8, bornés comme suit: au sud, par le chemin public, à l'ouest, par les trois quarts nord du lot numéro 22 du même rang; au nord, par le rang 9, et à l'est par les trois quarts nord du lot numéro 24.

Ces lots et parties de lots seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Fulgence, le 22 mars 1943.

Le secrétaire-trésorier,  
3397-14-2-o TANCRÈDE TURCOTTE.

undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immovables hereinafter designated, in payment of arrears of taxes due the Municipal Corporation of Saint-Fulgence, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction, in the Council Hall, at St. Fulgence, on the TWENTY-EIGHTH of APRIL, 1943, at TEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables whereon the taxes falling due on or before the 1st of January, 1943, shall have been paid before the time of the sale.

1. Joseph Simard "Ferdinand":—Lot 34 of range 3.
2. Philippe Girard:—Lot number 31 of range 3.

3. Hermias Harvey:—A lot of land of unknown size and area, fenced on the east and west sides, of almost triangular figure at the end of the depth, the fence separating the land of Mr. Charles Lajoie extending almost to the road of Mr. Alfred Gagnon, at the end of the depth, and comprised within the following boundaries:—in front, by the "Des Simard" River; in depth, by a gap between the road of the said Alfred Gagnon and the land of Mr. Lajoie; on the east side, by the road of Mr. Alfred Gagnon and on the west side by a fence dividing the said land of Mr. Charles Lajoie from the land presently described, the said land forming part of lot A-1 of range 1.

With reserve in favour of Mr. Alfred Gagnon or representatives of a cellar situate on the said land, with right of way on foot and with vehicle to the said cellar for the said Alfred Gagnon or representatives, as the whole is conceded to him by previous titles.

The lots and parts of lots above described are known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the township Harvey.

4. Jean Paul Morin:—The north three-quarters of the lot known and designated on the official cadastre for the township Tremblay, under number 23 of range 8, bounded as follows: on the south, by the public road, on the west by the north three-quarters of lot number 22 of the same range; on the north by range 9, and on the east by the north three-quarters of lot number 24.

The said lots and parts of lots will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes which may affect them.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Fulgence, the 22nd day of March, 1943.

TANCRÈDE TURCOTTE,  
Secretary-Treasurer.

## Avis divers

Province de Québec—District de Saguenay

### AVIS PUBLIC

Avis est donné au public, conformément aux articles 8 et 60 de la Loi du régime des eaux courantes, que la Corporation du Village de Tadoussac, dans le comté de Saguenay se propose de demander la ratification de la construction d'un barrage à l'embouchure de la Rivière du Moulin à Baude, dans la municipalité de la paroisse de Tadoussac, comté de Saguenay, lequel a été construit sur le lot numéro 14 primitif du premier Rang Est, canton Tadoussac, aujourd'hui le lot numéro 417 desdits rang et canton; que ce barrage a été construit au lieu et suivant les plans et devis, tel que constaté sur les toiles produites au département des Terres et Forêts; que ladite Corporation se

## Miscellaneous Notices

Province of Quebec—District of Saguenay

### PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given, pursuant to articles 8 and 60 of the Water-Course Act, that the Corporation of the Village of Tadoussac, in the County of Saguenay intends to request the ratification of the construction of a dam at the mouth of the Rivière du Moulin at Baude, in the Municipality of the parish of Tadoussac, County of Saguenay, the same to be built on original lot No. 14 of the First East Range, Township Tadoussac, now lot No. 417 of the said Range and Township; that the said dam was built on the site and according to the plans and specifications, as shown on the tracing cloth filed in the Department of Lands and Forests; that the said Corporation intends also to build,

propose également de faire dans la municipalité de Sacré-Cœur, comté de Saguenay, un autre barrage pour faire l'emmagasinage des eaux, suivant des plans et devis produits audit département, lesquels travaux seront exécutés aux lacs de l'Écluse et de la Grosse Truite, sur le lot numéro 8 dans le canton Pontgravé, comté de Saguenay.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin a été transmise au Ministre des Terres et Forêts, accompagnée de tous les plans et devis et des avis déposés au lieu ordinaire des avis dans lesdites municipalités de Sacré-Cœur et de la paroisse de Tadoussac.

Les plans déposés, dont copie a été déposée au bureau de la division d'enregistrement du Saguenay, à Tadoussac, font voir les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux et autrement.

La demande contenue dans ladite requête de la corporation du Village de Tadoussac sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

La requérante:

LA CORPORATION DU VILLAGE DE TADOUSSAC,  
Par OVIDE MAYRAND,  
3241-11-4-o Procureur.

SAINT-DENIS ET ROBITAILLE, INC.

Règlement N° 35

"Que le nombre des directeurs de Saint-Denis et Robitaille, Inc. soit et il est par les présentes augmenté de trois à cinq."

Adopté le 13ème jour de mars 1943.

Daté à Montréal, le 19ème jour de mars 1943.

3403-o La secrétaire,  
NORMA ROBERGE.

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique National du Vêtement, Inc. de Ste-Croix de Lotbinière", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt-deux mars 1943.

Le siège social du syndicat sera à Ste-Croix, Cté Lotbinière, P.Q.

3404-o Le sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHESI.

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 30 mars, 1943.

Aujourd'hui, à cinq heures de l'après-midi, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative, et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

4 Loi modifiant la Loi concernant les statuts.

11 Loi concernant les départements des affaires municipales et de l'industrie et du commerce.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

in the Municipality of Sacré-Cœur, County of Saguenay, another dam for the storage of water, according to the plans and specifications filed in the said department, the said works to be carried out on lakes "l'Écluse" and "de la Grosse Truite", on lot No. 8 in the Township of Pontgravé, County of Saguenay.

Notice is also given that a petition to that effect has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, accompanied by all the plans and specifications and notices filed in the usual place of such notices in the said Municipalities of Sacré-Cœur and in the parish of Tadoussac.

The plans filed, whereof a copy was filed in the office of the Registration Division of Saguenay, at Tadoussac, show the lands to be affected by the backing-up of the waters and otherwise.

The application contained in the said petition of the Corporation of the Village of Tadoussac, will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

THE CORPORATION OF THE VILLAGE

OF TADOUSSAC,

Petitioner.

Per: OVIDE MAYRAND.

Attorney.

SAINT-DENIS ET ROBITAILLE, INC.

By-law No. 35

"That the number of Directors of "Saint-Denis et Robitaille, Inc." be and it is hereby increased from three to five."

Adopted on the 13th day of March, 1943.

Dated at Montreal, the 19th day of March, 1943.

3403 NORMA ROBERGE,  
Secretary.

The formation of an Association, under the name of "Syndicat Catholique National du Vêtement, Inc. de Ste-Croix de Lotbinière", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary the twenty-second of March, 1943.

The principal place of business of the association will be at Ste-Croix, County of Lotbinière, P.Q.

3404 JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 30th of March, 1943.

This day, at five o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present, the Clerk of the Crown on Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

4 An Act to amend the Interpretation Act.

11 An Act respecting the Departments of Municipal Affairs and of Trade and Commerce.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council, in the following words:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

18 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1943 et pour d'autres fins.

19 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1944 et pour d'autres fins du service public.

A ces bills la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ces bills." 3422-o

"In His Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills".

18 An Act granting to His Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1943, and for other purposes.

19 An Act granting to His Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1944, and for other purposes connected with the public service.

To these bills the royal assent was signified in the following words:

"In His Majesty's name, His Honour the Lieutenant-Governor thanks His loyal subjects, accepts their *benevolence* and assents to these bills". 3422-o

#### TIRAGE D'OBLIGATIONS

CITÉ DE SAINT-LAMBERT  
Comté de Chambly

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement N° 238, ont été tirées au sort et seront rachetables le 1er mai prochain:

Série A.M.—N° 0039.

Série B.M.—Nos. 0451, 0493, 0494, 0496, 0577, 0579, 0861, 0979, 1014, 1044, 1400, 1404, 1406, 1458, 1755, 1858, 2201, 2228, 2629.

Le secrétaire-trésorier,  
M.-J. RUTLEDGE. 3423-o

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National Catholique de l'Industrie de la Construction de Chicoutimi", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 1er mars 1943.

Le siège social du syndicat sera au N° 10½, Avenue Morin, (immeuble des Syndicats Catholiques), à Chicoutimi, province de Québec.

Le sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHESI. 3424-o

#### DRAWING OF BONDS

CITY OF SAINT-LAMBERT  
County of Chambly

The following bonds, issued in virtue of By-law No. 238, have been drawn by lots and shall be redeemable on the 1st of May next:

Series A.M.—No. 0039.

Series B.M.—Nos. 0451, 0493, 0494, 0496, 0577, 0579, 0861, 0979, 1014, 1044, 1400, 1404, 1406, 1458, 1755, 1858, 2201, 2228, 2629.

M. J. RUTLEDGE,  
Secretary Treasurer. 3423

The formation of an association, under the name of "Syndicat National Catholique de l'Industrie de la Construction de Chicoutimi" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession has been authorized by the Secretary of the Province on the 1st of March, 1943.

The head office of the association will be at No. 10½ Morin avenue ("Les Syndicats Catholiques" Building), at Chicoutimi, Province of Québec.

JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province. 3424

#### Action en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 217805. Dame Bella Silverman, ménagère, épouse commune en biens de Thomas Zidulka, tous deux des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Thomas Zidulka, manufacturier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause contre le défendeur le 26ème jour de mars 1943.

Montréal, le 27 mars 1943.

Le procureur de la demanderesse,  
R. L. BERCOVITCH. 3421

#### Action for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 217805. Dame Bella Silverman, housewife, wife common as to property of Thomas Zidulka, both of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Thomas Zidulka, manufacturer, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this matter against the Defendant, on the 26th day of March, 1943.

Montreal, March 27th, 1943.

R. L. BERCOVITCH,  
Attorney for Plaintiff. 3421-o

#### Assemblée

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

#### AVIS AUX ACTIONNAIRES

Avis est par les présentes donné que l'assemblée générale annuelle sera tenue aux bureaux de la

#### Meeting

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

#### NOTICE TO STOCKHOLDERS

Notice is hereby given that the Annual General Meeting will be held in the Offices of the Canadian

"Canadian Pacific Railway Company", à Montréal, mercredi, le 21 avril 1943, à midi, pour élire deux directeurs représentant les obligataires, et pour la transaction de toute autre affaire qui pourrait être régulièrement soumise à ladite assemblée.

Les actionnaires enregistrés le 1<sup>er</sup> mars peuvent assister et voter à l'assemblée.

Montréal, le 3 mars 1943.

3328-13-3

Le secrétaire,  
F. BRAMLEY.

Pacific Railway Company, Montreal, on Wednesday 21st April 1943 at 12 noon to elect two Directors representing the Security Holders, and for such other business as may properly come before the said Meeting.

Stockholders of record on 1st March may attend and vote.

Montreal, 3rd March, 1943.

3328-13-3-o

F. BRAMLEY,  
Secretary.

**Bureau-Chef**

**Chief-Office**

AVIS DE LA SITUATION DU BUREAU PRINCIPAL DE:

"LA COMPAGNIE D'AMUSEMENTS DRUMMOND INCORPORÉE"—"DRUMMOND AMUSEMENTS COMPANY INCORPORATED"

Avis est donné que "La Compagnie d'Amusements Drummond Incorporée"—"Drummond Amusements Company Incorporated", constituée en corporation par Lettres-Patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, en date du cinquième jour de juillet 1941, et ayant son bureau principal dans la Cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 4015 du Boulevard St-Laurent.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce vingt-quatrième jour du mois de mars 1943.

3409-o

Le président,  
C.-O. AUCLAIR.

NOTICE OF THE SITUATION OF THE HEAD OFFICE OF:

"LA COMPAGNIE D'AMUSEMENTS DRUMMOND INCORPORÉE"—"DRUMMOND AMUSEMENTS COMPANY INCORPORATED"

Notice is hereby given that the "La Compagnie d'Amusements Drummond Incorporée"—"Drummond Amusements Company Incorporated", company incorporated by Letters-Patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the fifth day of July 1941, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at number 4015 St-Lawrence Boulevard.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this twenty-fourth day of March 1943.

3409-o

C. O. AUCLAIR,  
President.

**Chartes—Abandon de**

**Charters—Surrender of**

**AVIS**

LES PLACEMENTS LAIRET, LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que Les Placements Lairet, Limitée, compagnie constituée par lettres patentes émises sous le Grand Sceau de la Province de Québec le 24 octobre 1942 et ayant son siège social en la cité de Québec, demandera au Lieutenant-gouverneur la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 27 mars 1943.

3400-o

Le secrétaire,  
J. E. THIVIERGE.

Canada, Province de Québec, District de Québec.

LA CIE DE CHAUX & MORTIER IDÉAL LTÉE.

Avis est donné par les présentes que la compagnie: "La Cie de Chaux & Mortier Idéal Ltée", s'adressera au Lieutenant-gouverneur en Conseil de la Province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte.

3402-o

Le procureur,  
PIERRE DE VARENNES.

Avis est, par les présentes donné que la compagnie "Manufacture Idéale de Clous Limitée" s'adressera au Procureur Général et au Ministre

**NOTICE**

LES PLACEMENTS LAIRET, LIMITÉE

Notice is hereby given that Les Placements Lairet, Limitée, incorporated by letters patent under the Great Seal of the Province of Quebec granted on October 24th, 1942, and having its office in the city of Quebec, shall apply to the Lieutenant-Governor for leave to abandon its charter.

Quebec, March 27th, 1943.

3400-o

J. E. THIVIERGE,  
Secretary.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec.

LA CIE DE CHAUX & MORTIER IDÉAL LTÉE.

Notice is hereby given that the company "La Cie de Chaux & Mortier Idéal Ltée", will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter.

3402

PIERRE DE VARENNES,  
Attorney.

Notice is hereby given that the "Ideal Nail Manufacturing Company" will make application to the Attorney General and the Minister of

des Affaires Municipales, du Commerce et de l'Industrie, pour leur demander d'abandonner sa charte.

St-Hyacinthe, le 19 mars 1943.

Le président de la compagnie,  
3407-o RAOUL LASSONDE.

Avis public est, par les présentes, donné que la compagnie "Wanner's Limited", incorporée par Lettres Patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, le douze décembre mil neuf cent trente-six, s'adressera au Procureur-Général et au Ministre des affaires Municipales, de l'industrie et du commerce, pour leur demander la permission d'abandonner sa charte.

A Montréal, ce trente et un mars mil neuf cent quarante-trois.

Le secrétaire,  
3410-o FERDINAND MONFORT.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Barré & Charron Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du trentième jour d'avril 1930.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31ième jour de mars 1943, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce 13ième jour de mars 1943.

P. FRENETTE,  
Assistant-Procureur Général Suppléant.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de "Montmorency Club Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de juin 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31ième jour de mars 1943, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce 9ième jour de mars 1943.

P. FRENETTE,  
3418-o Assistant-Procureur Général Suppléant.

"COMPAGNIE ROUSSEAU LIMITÉE"

Avis est par les présentes donné que la Compagnie Rousseau Limitée, s'adressera au Procureur-Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'industrie et du Commerce pour leur demander la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de l'article 25 de la loi des Compagnies de Québec.

Daté à Ste-Anne de la Pérade, ce 30ième jour de mars 1943.

(Sceau) Le secrétaire,  
3419-o JEAN JACQUES RYAN.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au

Municipal Affairs, Trade and Commerce, for leave to surrender its charter.

St. Hyacinthe, March 19th, 1943.

RAOUL LASSONDE,  
3407-o President of the Company.

Notice is hereby given that Wanner's Limited, incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec the 12th December nineteen hundred and thirty-six, will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce for permission to surrender its Charter.

At Montreal, this thirty-first day of March nineteen hundred and forty-three.

FERDINAND MONFORT,  
3410-o Secretary.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, R.S.Q., 1941, chapter 276 and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Barré & Charron Limitée" incorporated by letters patent dated the thirtieth day of April, 1930.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of March, 1943, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 13th day of March, 1943.

P. FRENETTE,  
Acting Deputy Attorney General.

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of "Montmorency Club Incorporated", incorporated by letters patent dated the twenty-fifth day of June, 1937.

Notice is also given that from and after the 31st day of March, 1943, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 9th day of March, 1943.

P. FRENETTE,  
3418 Acting Deputy Attorney General.

"COMPAGNIE ROUSSEAU LIMITÉE"

Notice is hereby given that the "Compagnie Rousseau Limitée", will apply to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, for leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of article 25 of the Quebec Companies' Act.

Dated at Ste-Anne de la Pérade, this 30th day of March, 1943.

(Seal) JEAN JACQUES RYAN,  
3419 Secretary.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs,

ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Industrial Publications Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du treize juillet 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un mars 1943, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce treize mars 1943.

P. FRENETTE,  
Assistant-procureur général suppléant.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "General Security Insurance Company of Canada" et en français, "La Sécurité Compagnie d'Assurances Générales du Canada", constituée en corporation le 28 décembre 1940 par lettres patentes émises en vertu de la Loi des assurances de Québec.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31<sup>ème</sup> jour de mars 1943, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce quinze mars 1943.

P. FRENETTE,  
Assistant-procureur général suppléant.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Orange Crush (Eastern) Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 janvier 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un mars 1943, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce treize mars 1943.

P. FRENETTE,  
Assistant-procureur général suppléant.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "South Shore Homes and Lands, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 avril 1923.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un mars 1943, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce treize mars 1943.

P. FRENETTE,  
3420 Assistant-procureur général suppléant.

Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Industrial Publications Inc.", incorporated by letters patent dated the thirteenth day of July, 1932.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of March, 1943, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1943.

P. FRENETTE,  
Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the "General Security Insurance Company of Canada" and in French, "La Sécurité Compagnie d'Assurances Générales du Canada", incorporated on the 28th day of December, 1940, by Letters Patent issued in virtue of the Quebec Insurance Act.

Notice is also given that from and after the 31st day of March, 1943, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1943.

P. FRENETTE,  
Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Orange Crush (Eastern) Limited", incorporated by letters patent dated the 30th day of January, 1935.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of March, 1943, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1943.

P. FRENETTE,  
Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "South Shore Homes and Lands, Limited", incorporated by letters patent dated the 21st day of April, 1923.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of March, 1943, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1943.

P. FRENETTE,  
3420-o Acting Deputy Attorney General.

### Demandes à la législature

### Applications to Legislature

Avis est par les présentes donné que l'Association Mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie

Notice is hereby given that The Montreal Tramways Mutual Benefit Association will apply

des Tramways de Montréal s'adressera, au cours de la présente session, à la Législature, pour demander l'adoption d'une loi aux fins d'amender, plus particulièrement quant à ses pouvoirs, au taux de contributions et classes et montant des bénéfices à être payés, celle la constituant en corporation et ses amendements (4 Edouard VII, chapitre 102, 8 Edouard VII, chapitre 129, 2 Georges V, chapitre 98), et d'abroger les règlements la gouvernant actuellement pour les remplacer par de nouveaux, approuvés par ses membres et par le Surintendant des Assurances de la Province.

Montréal, 16 mars 1943.

Les avocats de la pétitionnaire,  
VALLÉE, LÉTOURNEAU,  
3294-12-4-o TANSEY & MONK.

AVIS

Avis public est par les présentes donné que The Women's General Hospital, corps politique et incorporé, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en la cité de Westmount, district de Montréal, province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa présente session pour l'adoption d'une loi aux fins de modifier son mode d'administration en confiant la régie et le contrôle de la corporation à un Conseil d'administration de pas plus de 12 personnes élues annuellement parmi les souscripteurs de l'institution.

Montréal, ce 8 mars 1943.

Le procureur du pétitionnaire,  
ÉDOUARD ASSELIN.  
3238-11-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que les Syndics de la Paroisse St-François-Xavier de Chicoutimi s'adresseront à la présente session de la Législature de la Province de Québec pour la passation d'une loi amendant la Loi 1 George VI, chapitre 125, afin de leur permettre d'emprunter et d'émettre sous les mêmes garanties des obligations pour leur permettre de payer celles en cours ainsi que les frais de l'émission et en plus de ratifier toutes résolutions adoptées par les Syndics à cet effet et autres fins.

Chicoutimi, le 16 mars 1943.

LES SYNDICS DE LA PAROISSE ST-FRANÇOIS-  
XAVIER DE CHICOUTIMI,  
Par le secrétaire,  
3295-12-4-o C.-E. BOIVIN.

CITÉ DE MONTRÉAL

AVIS

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Montréal s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir certaines modifications à sa charte, le statut 62 Victoria, chapitre 58, et aux différents statuts qui la modifient, sur les matières suivantes: indemnité des conseillers et du chef du conseil; pouvoirs du comité exécutif et du conseil; élections: droit de vote; règlements; budgets; dépenses capitales; finance; emprunts; intérêt; fonds de roulement; fonds d'amortissement; taxes: exemptions de taxes; taxe d'affaires; taxe de l'eau; permis (licences); rôles d'évaluations: délai pour plaintes; rôles de contribution foncière; rôles d'améliorations locales; estimation des immeubles; lignes homologuées; pavages: égouts; trottoirs; expropriations; tuyaux à l'eau;

to the Legislature of the Province of Quebec during the present session for the passing of an Act amending its charter, 4 Edward VII, chapter 102, and its amending Acts, 8 Edward VII, chapter 129, and 2 George V, chapter 98, and this more particularly with respect to the different classes of relief to be afforded, the rates of contributions payable by members and the amount of benefits to be paid, and repealing the Rules and By-Laws presently in force in order to replace them by new By-Laws approved by its members and by the Superintendent of Insurance of the Province.

Montreal, March 16th, 1943.

VALLÉE, LÉTOURNEAU,  
TANSEY & MONK,  
3294-12-4-o Attorneys for Petitioner.

NOTICE

Public notice is hereby given that The Women's General Hospital, a body politic and corporate having its head office and chief place of business in the City of Westmount, in the district of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act for the purpose of modifying its mode of administration, by vesting the management and control of the corporation in a Board of not more than twelve persons to be elected annually from amongst the subscribers of the institution.

Montreal, March 8th 1943.

ÉDOUARD ASSELIN,  
3238-11-4-o Attorney for petitioner.

NOTICE

Notice is hereby given that the Trustees of the Parish of St-François-Xavier de Chicoutimi, will make application to the present session of the Legislature of the Province of Quebec for the passing of an Act amending the Act 1 George VI, Chapter 125, so as to permit them to borrow and, to issue, under the same guarantee, bonds to enable them to pay those which are outstanding and also the cost of the issue, and, moreover, to ratify all resolutions adopted by the Trustees to that effect and for other purposes.

Chicoutimi, March 16th, 1943.

THE TRUSTEES OF THE PARISH OF  
ST-FRANÇOIS-XAVIER DE CHICOUTIMI,  
per C. E. BOIVIN,  
3295-12-4 Secretary.

CITY OF MONTREAL

NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Montreal will apply to the Provincial Legislature at its next session, for certain amendments to its charter, the Act 62 Victoria, Chapter 58, and to the various acts amending the same, on the following matters: indemnities to Councillors and Leader of Council; powers of the Executive Committee and of the Council; elections: right to vote; by-laws; budgets; capital expenditures; finances; loans; interest; working capital; sinking fund; taxes: tax exemptions; business tax; water tax; permits (licenses); valuation rolls; delay for complaints; real estate assessment rolls; local improvement rolls; valuation of immovables; homologated lines; pavings; sewers; sidewalks; expropriations; water mains; underground conduits; claims; supply of electric

conduites souterraines; réclamations; approvisionnement d'électricité; vente d'immeubles pour taxes; soupapes de sûreté re égouts; contrat de la Compagnie des Tramways de Montréal; ratification de certains actes, conventions, règlements, résolutions, rôles, plans, etc.

Bureau du Greffier de la Cité,  
Hôtel de ville,  
Montréal, 3 avril 1943.

Le greffier de la Cité,  
3411-14-4-o J.-ALPHONSE MONGEAU.

AVIS PUBLIC

La Ville St-Pierre donne avis qu'elle s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, la loi 8 Edouard VII, chapitre 100 et amendements, de façon à lui permettre de rectifier les bornes de son territoire, de faire ratifier une entente intervenue entre la ville et la Canadian Car & Foundry Company Limited, relativement à l'évaluation des immeubles de cette dernière situés dans la ville, pour imposer sur ladite compagnie une taxe d'affaires de \$600.00 et pour autres fins.

Ville St-Pierre, ce 23 mars 1943.

Les procureurs de la Ville St-Pierre,  
3378-13-4-o SYLVESTRE & PELLETIER.

power; sale of property for taxes; safety valves re sewers; Montreal Tramways Company's contract; ratification of certain deeds, agreements, by-laws, resolutions, rolls, plans, etc.

City Clerk's Office.  
City Hall,  
Montreal, 3rd April 1943.

J. ALPHONSE MONGEAU,  
City Clerk.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of St-Pierre will appeal to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act amending its charter, the act 8 Edward VII, chapter 100 and amendments, in order to rectify the boundaries of its territory, to have ratified an agreement interposed between the town and the Canadian Car & Foundry Company Limited, about the assessment of the immoveables of this Company situated in the town, to levy a business tax of \$600 on said company and for other purposes.

St-Pierre, March the 23rd, 1943.

SYLVESTRE & PELLETIER,  
3378-13-4-o The attorneys for the town.

Département de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Kamouraska, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de Ste-Anne de la Pocatière" et que son principal siège d'affaires est à Ste-Anne de la Pocatière, comté de Kamouraska.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-septième jour de mars 1943.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,  
3413-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Nicolet, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Gentilly" et son principal siège d'affaires est à Gentilly, comté de Nicolet.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: L'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-septième jour de mars 1943.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,  
3414-o ADRIEN MORIN.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Kamouraska, under the name of "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de Ste-Anne de la Pocatière", and that its principal place of business is at Ste-Anne de la Pocatière, county of Kamouraska.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twenty-seventh day of March, 1943.

ADRIEN MORIN,  
3413 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Nicolet, under the name of "Société Coopérative Agricole de Gentilly", and that its principal place of business is at Gentilly, county of Nicolet.

The objects for which the said association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twenty-seventh day of March, 1943.

ADRIEN MORIN,  
3414 Acting Deputy Minister of Agriculture.

## Département du Trésor

## Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET  
D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Alban" dans le comté de Portneuf, a obtenu le permis et a été enregistrée pour assurer contre le feu, la foudre et le vent, les propriétés situées dans les limites de la dite paroisse et aussi les propriétés situées hors de ces limites, pourvu qu'elles soient situées entièrement dans les limites de la municipalité de comté dans lesquelles se trouve le principal siège d'affaires de la compagnie, les animaux de ferme, ainsi que les grains, foins, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage sur ou dans les propriétés susdites (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés).

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, (chapitre 299, S.R.Q. 1941), ce vingt-neuvième jour de mars 1943.

Le surintendant des Assurances,  
GEORGES LAFRANCE,  
3405-14-2-o Pour le Trésorier de la Province.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT  
D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE  
MUTUELLE CONTRE LE FEU

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle de la Municipalité de la paroisse de St-Siméon-de-Bonaventure dans le comté de Bonaventure a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation à l'effet de tenir assuré contre les accidents du feu, ou du feu et de la foudre, ou du feu, de la foudre et du vent, des bâtiments situés sur tout bien-fonds imposable dans la dite municipalité, les animaux de ferme, ainsi que les grains, foins, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage contenus dans les dits bâtiments, conformément aux dispositions de l'article 40 de la Loi des Assurances de Québec.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances, (Chap. 299, S.R.Q., 1941), ce vingt-neuvième jour de mars 1943.

Le Surintendant des Assurances,  
GEORGES LAFRANCE,  
Pour le Trésorier de la Province de Québec.  
3406-14-2-o

## Liquidation—avis de

Avis est par les présentes donné que les actionnaires de la compagnie "Lacoma Gold Mine (Quebec) Limited (Libre de responsabilité personnelle)" ont passé une résolution, le 10e jour de mars 1943, à l'effet de liquider les affaires de la compagnie et de la dissoudre, conformément aux dispositions de la Loi concernant la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et de nommer M. Frederic Hillary, 36 rue Toronto, Toronto, Ontario, liquidateur de ladite compagnie.

Daté du bureau du secrétaire provincial, ce 22e jour de mars 1943.

Le sous-secrétaire de la Province,  
3399-o JEAN BRUCHESI.

## Department of Treasury

## Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND  
REGISTRATION

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Alban" in the county of Portneuf has been licensed and registered for the purpose of insuring the property situated within said parish against fire, lightning or wind and also the properties outside of the limits thereof, provided they be situated entirely within the county municipality in which is situated the chief place of business of the company, farm live stock as well as the grain, hay, fodder, agricultural implements and furniture in or upon the properties aforesaid, (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra-hazardous risks).

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, (chapter 299, R.S.Q. 1941), this twenty-ninth day of March, 1943.

GEORGES LAFRANCE,  
Superintendent of Insurance,  
3405-14-2-o For the Treasurer of the Province.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION  
TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle de la Municipalité de la paroisse de St-Siméon-de-Bonaventure" in the county of Bonaventure has been licensed and registered as a corporation in order to keep insured against accidents by fire, or fire and lightning, or fire, lightning and wind any building erected upon taxable land within the said municipality, farm live stock as well as grain, hay, fodder, household furniture and agricultural implements contained in such buildings, pursuant to the provisions of Section 40 of the Quebec Insurance Act.

Given pursuant to the provisions of Section 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 299, R.S.Q. 1941), this twenty-ninth day of March, 1943.

GEORGES LAFRANCE,  
Superintendent of Insurance,  
For the Treasurer of the Province of Québec.  
3406-14-2-o

## Winding up Notice

Notice is hereby given that the shareholders of the company "Lacoma Gold Mine (Quebec) Limited (No Personal Liability)" passed a resolution, on the 10th day of March, 1943, for the winding up and dissolution of the company, in conformity with the provisions of the Act respecting the voluntary winding-up of joint stock companies, and that Mr. Frederic Hillary, of 36 Toronto Street, Toronto, Ontario, was appointed liquidator of the said company.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of March, 1943.

JEAN BRUCHESI,  
3399-o Under Secretary of the Province.

**Nominations**

**Appointments**

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Québec, 18 mars 1943.

Quebec, March 18th, 1943.

M. Bernard-M. Dionne, maire de Beaulac, Garthby: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de St-François, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15). (Le présent avis corrige et remplace l'avis de nomination de ce même monsieur, paru dans le numéro précédent de la *Gazette officielle de Québec*, en date du 27 mars 1943, page 692, dernier paragraphe des nominations effectuées le 18 mars 1943.)

Mr. Bernard M. Dionne, Mayor of Beaulac, Garthby: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of St. Francis, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15). (The present notice corrects and replaces the notice of the appointment of the same gentleman, which appeared in the preceding number of the *Quebec Official Gazette*, dated the 27th of March, 1943, page 692, last paragraph of appointments effectuated the 18th of March, 1943.)

MM. Paul-Émile Brunet, président de l'Association Sportive de l'Ouest de Montréal, 2235, rue Delisle, Albert Arsenault, magasinier, 1079 est, rue Cartier, et Ovide Leclerc, député-greffier de la paix, 1068, rue Berri, tous trois de la cité de Montréal: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Messrs. Paul Émile Brunet, President of "l'Association Sportive de l'Ouest de Montréal", 2235 Delisle street, Albert Arsenault, storekeeper, 1079 Cartier street East, and Ovide Leclerc, Deputy Clerk of the Peace, 1068 Berri street, all three of the city of Montreal: to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

3425-o

3425

**Vente—Loi de faillite**

**Sale—Bankruptcy Act**

**LA LOI DE FAILLITE**

**THE BANKRUPTCY ACT**

Province de Québec, District de Montréal, N° 132. Cour Supérieure "En faillite". Dans l'affaire de René Robert, contracteur, des cité et district de Montréal, cédant autorisé; & Hermas Perras, comptable, de Montréal, Syndic requérant.

Province of Quebec, District of Montreal, N°132. Superior Court, "sitting in bankruptcy". In the matter of René Robert, contractor, of the City and District of Montreal, authorized assignor; & Hermas Perras, accountant, of Montreal, trustee, petitioner.

**AVIS DE VENTE**

**NOTICE OF SALE**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de Messieurs Beaudry & Leduc, régistres, rendu le 24 mars 1943, sera vendu par encan public au bureau du Shérif, Palais de Justice, à Montréal, VENDREDI, le SEPT MAI 1943, à ONZE heures de l'avant-midi, l'immeuble suivant, savoir:

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of Messrs. Beaudry & Leduc, registrars, rendered on the 24th of March, 1943, there shall be sold, by public auction, at the Sheriff's Office, Court House, Montreal, on FRIDAY, the SEVENTH of MAY, 1943, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the following immovable, to wit:

**DÉSIGNATION**

**DESIGNATION**

Un lot de terre ayant front sur l'Avenue Delorimier, dans le quartier Montcalm de la Cité de Montréal, faisant la majeure partie du lot portant le numéro soixante-douze sur le plan de subdivision du lot originaire désigné par le numéro quatre cent soixante-dix-huit sur le plan et au livre de renvoi officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, (N° 478-P-72); mesurant vingt-cinq pieds de largeur sur une profondeur de soixante-neuf pieds et vingt et un centièmes de pied au côté nord-ouest et soixante-neuf pieds et six centièmes de pied au côté sud-est, contenant une superficie de mille sept cent vingt-huit pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: en avant, au nord-est, par le résidu du même lot de subdivision numéro soixante-douze exproprié par la Cité de Montréal pour l'élargissement de l'Avenue Delorimier; en arrière, au sud-ouest, par une ruelle; d'un côté au nord-ouest, par une partie du lot de subdivi-

A lot of land fronting on Delorimier avenue, in Montcalm ward of the City of Montreal, forming the greater part of that lot bearing number seventy-two on the subdivision plan of the original lot designated under number four hundred and seventy-eight, on the official plan and in the book of reference for the Parish of Sault-au-Recollet, (No. 478-Pt. 72); measuring twenty-five feet in width by a depth of sixty-nine feet and twenty-one hundredths of a foot on the Northwest side and sixty-nine feet and six hundredths of a foot on the Southeast side, containing an area of one thousand seven hundred and twenty-eight square feet, English measure, and more or less, and bounded as follows: in front, on the Northeast, by the residue of said subdivision lot number seventy-two, expropriated by the City of Montreal, for the widening of Delorimier avenue; in rear on the Southwest by a lane; on one side, on the Northwest, by a part of subdivi-

vision numéro soixante-treize, et de l'autre côté au sud-est, par une partie du lot de subdivision numéro soixante-et-onze du même lot originaire numéro quatre cent soixante-dix-huit du cadastre susdit; et les bâtisses en construction sur ledit lot.

Ainsi que ledit lot subsiste avec tous les droits, circonstances et dépendances s'y rattachant, sans exception ou réserve de la part de la vendeuse.

Cette vente sera faite en vertu de l'article 45 et ses sous-paragraphes de la Loi de faillite, afin de lui donner l'effet du décret.

Montréal, le 27 mars 1943.

Le syndic,  
HERMAS PERRAS.

4 est, rue Notre-Dame, Montréal. 3401-14-2-0

### Vente d'effets non-réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mai, 1942, et jusqu'ici non réclamés, dans les bureaux de la Canadian Pacific Express Company, à différents endroits dans les provinces de Québec, Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Écosse, seront vendus par enchère publique au plus haut enchérisseur par D. M. Henderson & Cie., 128 King est, Toronto, Ont., encanteurs, à ONZE heures du matin, le SIXIÈME jour de MAI 1943, suivant les dispositions de la Loi des chemins de fer du Canada, à moins qu'ils ne soient réclamés avant cette date et que tous les frais en soient payés.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,  
Le surintendant,  
G. R. JONES.  
3329-13-6-0

### VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

#### ABITIBI

Cour supérieure—District d'Abitibi

N° V-625 } HEATING & PLUMBING  
FINANCE LTD., de To-

ronto, Ont., versus ALBERT CHARTRAND,  
Val d'Or, à savoir:

Comme appartenant au défendeur le lot de terre numéro sept cent onze (711) subdivision du Bloc numéro trente-quatre (34) du cadastre officiel pour le canton de Bourlamaque, sujet aux conditions d'un bail emphytéotique en faveur de Northern Townsite Corporation, avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, sera vendu à la porte de l'église paroissiale de Val d'Or, MARDI le ONZE MAI 1943, à DIX heures du matin.

Cabinet du shérif, J.-U. DUMONT.  
Amos, le 29 mars 1943. 3415-14-2-0  
[Première publication, 3 avril 1943]

#### CHICOUTIMI

Fieri Facias de Terris  
Cour Supérieure

District de Chicoutimi, } L'OFFICE DU CRÉ-  
N° 9943 } DIT AGRICOLE  
DU QUÉBEC, corporation existant en vertu

vision lot number seventy-three, and on the other side, on the Southeast, by a part of subdivision lot number seventy-one of said original lot number four hundred and seventy-eight of the aforesaid cadastre; and the buildings being erected on the said lot.

As the said lot subsists, with all rights, circumstances and dependencies attached thereto, without any exception or reserve on the part of the vendor.

This sale shall be made pursuant to section 45 and its subsections of the Bankruptcy Act, giving it the effect of a Sheriff's Sale.

Montreal, March 27th, 1943.

HERMAS PERRAS,  
Trustee.

4, Notre-Dame street, East, Montreal. 3401-14-2

### Sale of unclaimed baggage

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May 1942, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec will be sold by Public Auction to the highest bidder by D. M. Henderson and Co., auctioneers, at 128 King St., East, Toronto, Ont., at ELEVEN o'clock in the forenoon on the SIXTH day of MAY 1943, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,  
G. R. JONES,  
Superintendent.  
3329-13-6-0

### SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### ABITIBI

Superior Court—District of Abitibi

No. V-625 } HEATING & PLUMBING  
FINANCE LTD., of To-

ronto, Ont., versus ALBERT CHARTRAND,  
Val d'Or, to wit:

As belonging to the defendant, the lot of land number seven hundred and eleven (711) subdivision of Block number thirty-four (34) of the official cadastre for the Township of Bourlamaque, subject to the conditions of an emphyteutic lease in favour of the Northern Townsite Corporation—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of Val d'Or, on TUESDAY the ELEVENTH day of MAY, 1943, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Amos, March 29th, 1943. 3415-14-2  
[First publication, April 3rd 1943]

#### CHICOUTIMI

Fieri Facias de Terris  
Superior Court

District of Chicoutimi, } QUEBEC FARM  
No. 9943 } LOAN BOARD,  
a corporation existing in virtue of a Provincial

d'une loi provinciale et ayant, en vertu de cette loi, son siège social en les cité et district de Québec, demandeur; vs THOMAS-LOUIS PEARSON, cultivateur, de la paroisse de St-Jean l'Évangéliste, district de Chicoutimi, défendeur.

Contre le défendeur:

Toute cette ferme formée du lot de terre connu et désigné au cadastre officiel du canton Bégin, sous le numéro trente-sept (37) pour le rang 4 dudit canton, avec ensemble, toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, mais sauf à distraire de ce lot, la partie vendue à M. Joseph Tremblay et située entre le chemin public et le trait carré séparant le rang trois du rang quatre.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Jean l'Évangéliste, JEUDI, le QUINZIÈME jour du mois d'AVRIL 1943, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Bureau du shérif, Chicoutimi, le 4 mars 1943. [Première publication, 13 mars 1943]

Le shérif, RENÉ DELISLE.

Act and having, in virtue of said Act, its head office in the City and District of Quebec, plaintiff; vs THOMAS-LOUIS PEARSON, farmer, of the Parish of St-Jean l'Évangéliste, district of Chicoutimi, defendant.

Against the defendant:

The whole of that farm formed of that lot of land known and designated on the official cadastre for the Township of Bégin, under number thirty-seven (37) of Range 4 of said Township, together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, but save, to be deducted from said lot, the part sold to Mr. Joseph Tremblay and situate between the public road and the "trait carré" dividing Range three from Range four.

To be sold at the parochial church door of St-Jean l'Évangéliste on THURSDAY, the FIFTEENTH day of the month of APRIL, 1943, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Day-light Saving Time).

Sheriff's Office, Chicoutimi, March 4th, 1943. [First publication, March 13th, 1943]

RENÉ DELISLE, Sheriff.

**MONTREAL**

*Fieri Facias de Terris*

C. S.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } PIERRE BENOIT es-216978 } *qualité* d'exécuteur-testamentaire de la succession de feu P. Gérard Benoit, demandeur *es-qualité*; vs HENRI AUBERTIN, défendeur et VIATEUR FARLEY, curateur au délaissement.

Comme appartenant au défendeur, mais entre les mains dudit curateur au délaissement.

"Un emplacement situé dans la cité de Montréal, ayant front rue Brébœuf, connu et désigné comme étant la subdivision officielle numéro trois cent vingt-quatre du lot originaire numéro trois cent vingt-neuf (329-324) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-un pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins. Avec toutes les bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques 5060, 5062 et 5064 de la rue Brébœuf, et avec toutes les autres dépendances—avec, aussi toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, attachées audit immeuble."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIX MAI prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$825 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Forest daté le 25 mars 1943.

Bureau du shérif, Montréal, 30 mars 1943. [Première publication, 3 avril 1943]

Le shérif, L.-P. CAISSE.

**MONTREAL**

*Fieri Facias de Terris*

S. C.—District of Montreal

Montreal, to wit: } PIERRE BENOIT in his216978 } *quality* of testamentary executor of the Estate of the late P. Gerard Benoit, plaintiff *es-qualité*; vs HENRI AUBERTIN, defendant; and VIATEUR FARLEY, curator to the abandonment.

As belonging to the defendant but in the hands of the said curator to the abandonment.

An emplacement situate in the City of Montreal, fronting on Brébœuf street, known and designated as being official subdivision number three hundred and twenty-four of original lot number three hundred and twenty-nine (329-324) of the official plan and in the book of reference for the incorporated Village of Côte St-Louis, measuring twenty-five feet in width by eighty-one feet in depth, English measure, more or less—with all the buildings thereon erected, bearing civic numbers 5060, 5062 and 5064 Brébœuf street, and with all other dependencies, together with all active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$825., shall be exacted from each and every bidder, pursuant to judgment of the Honourable Justice Forest, dated the 25th of March, 1943.

Sheriff's Office, Montreal, March 30, 1943. [First publication, April 3rd, 1943]

L. P. CAISSE, Sheriff.

**QUÉBEC**

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: } EDOUARD BOUCHARD N° 42190 } & ÉMILE BOUCHARD, tous deux rentiers, ANDRÉ BOUCHARD, ingénieur civil et HENRI BOUCHARD, avocat, tous quatre de la cité de Québec, en leur qualité d'exécuteurs-testamentaires de la Succession de feu François Bouchard, en son vivant de la cité de Québec; contre JOSEPH BERNIER, de la cité de Québec, à savoir:

1. Le lot N° 182 (cent quatre-vingt-deux) du cadastre officiel pour le quartier St-Roch, de la

**QUEBEC**

*Fieri Facias*

Quebec, to wit: } EDOUARD BOUCHARD N° 42190 } & ÉMILE BOUCHARD, both annuitants, ANDRÉ BOUCHARD, civil engineer, and HENRI BOUCHARD, advocate, all four of the City of Quebec, in their quality of testamentary executors of the Estate of the late François Bouchard, in his lifetime of the city of Quebec; against JOSEPH BERNIER, of the City of Quebec, to wit:

1. Lot No. 182 (one hundred and eighty-two) of the official cadastre for St-Roch ward of the

city of Québec, étant un demi emplacement situé sur la rue des Commissaires, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. La subdivision N° 2 (deux) du lot N° 443 (quatre cent quarante-trois) du cadastre officiel pour St-Roch Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la première avenue, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le SEPTIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif,  
Québec, ce 31 mars 1943.  
[Première publication, 3 avril 1943]  
[Deuxième publication, 17 avril 1943]

Le shérif,  
L. LAPIERRE.  
3417-14-2-0

city of Quebec, being a semi-emplacement situate on "des Commissaires" street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Subdivision No. 2 (two) of lot No. 443 (four hundred and forty-three) of the official cadastre for St-Roch Nord now Jacques-Cartier ward of the City of Quebec, being a lot of land situate on First Avenue — circumstances and dependencies.

To be sold at my office in the City of Quebec, on the SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,  
Quebec, March 31st, 1943.  
[First publication, April 3rd, 1943]  
[Second publication, April 17th, 1943]

L. LAPIERRE,  
Sheriff.  
3417-14-2

### SAINT-HYACINTHE

Cour Supérieure.—District de St-Hyacinthe  
St-Hyacinthe, à savoir: } DAME MALVINA  
N° 4149 } MARTIN, veuve de feu Jean-Baptiste Cadorette, demanderesse; contre ANTOINE LAFORME, défendeur;

Une terre sise et située en la paroisse de St-Hugues, sur le Premier Rang, connue et désignée sous le lot numéro deux cent trente-trois (233) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse, avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Hugues, MARDI, le TREIZIÈME jour d'AVRIL prochain (1943), à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif,  
St-Hyacinthe, 8 mars 1943.  
[Première publication, 13 mars 1943]

Le shérif,  
JOS. L. CORMIER  
3240-11-2-0

### SAINT HYACINTHE

Superior Court.—District of St. Hyacinthe  
St. Hyacinthe, to wit: } MRS MALVINA  
No. 4149 } MARTIN, wife of the late Jean Baptiste Cadorette, Plaintiff; against ANTOINE LAFORME, Defendant;

A land situate in the parish of St. Hugues, on the first range, known and designated under the lot number two hundred and thirty-three (233) on the official cadastre of the said parish, with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St. Hugues, TUESDAY, on the THIRTEENTH day of APRIL next (1943), at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office,  
St. Hyacinthe, March 8th, 1943.  
[First publication, March 13th, 1943]

JOS. I. CORMIER,  
Sheriff.  
3240-11-2-0

### Proclamation

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

### PROCLAMATION

P. FRENETTE, } ATTENDU que, en vertu de l'article 192 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts Refondus 1941, chapitre 15), le Lieutenant-gouverneur peut, en tout temps, par proclamation, fixer les époques auxquelles commenceront les termes de la Cour du Banc du Roi dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matière criminelle, dans tous les districts de la province, et peut les changer pareillement;

ATTENDU que, dans le district de Montréal, les termes de la Cour du Banc du Roi, dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matière criminelle, sont fixés aux premiers février, 10 mai, 10 septembre et premier novembre de chaque année,

ATTENDU que, dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, il y a lieu de changer la

### Proclamation

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING.

### PROCLAMATION

P. FRENETTE, } WHEREAS, pursuant to section 192 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 15), the Lieutenant-Governor may, at any time, by proclamation, fix the periods at which the terms of the Court of King's Bench (Crown Side) shall commence in any district of the Province, and may alter the same in like manner;

WHEREAS in the District of Montreal, the terms of the Court of King's Bench (Crown Side) are fixed to the first of February, 10th of May, 10th of September and first of November of each year;

WHEREAS, in the interest of the proper administration of justice, it is expedient to change the

date de l'ouverture du terme de mai et de la fixer au 4 mai, mais pour l'année 1943 seulement.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, Nous avons réglé et ordonné et, par les présentes, réglons et ordonnons que la date de l'ouverture du terme de mai de la Cour du Banc du Roi, dans l'exercice de sa juridiction, en première instance, en matière criminelle, pour le district de Montréal, soit changée, pour l'année 1943 seulement, et soit fixée au quatrième jour de mai 1943.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce trente et unième jour de mars en l'année mil neuf cent quarante-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la septième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,  
3426-o JEAN BRUCHESI.

date of the opening of the May term and to fix it to the 4th of May, but for the year 1943 only.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain that the date of the opening of the May term of the Court of King's Bench (Crown Side) for the District of Montreal, be changed, for the year 1943 only, and be fixed to the fourth day of May, 1943.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, we have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this thirty-first day of March, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-three and the Seventh year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,  
3426 Under Secretary of the Province.

## Index de la Gazette officielle de Québec, No 14

<b>ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:</b>	
Silverman vs Zidulka.....	720
<b>ASSEMBLÉE:</b>	
Quebec Central Railway Company.....	720
<b>AVIS AUX INTÉRESSÉS:</b>	705
<b>AVIS DIVERS:</b>	
Bills sanctionnés.....	719
Saint-Denis et Robitaille, Inc.....	719
Saint-Lambert, cité de.....	720
Syndicat Catholique National du Vêtement, Inc. de Ste-Croix de Lotbinière...	719
Syndicat National Catholique de l'Industrie de la Construction de Chicoutimi...	720
Tadoussac, village de.....	718
<b>BUREAU-CHEF:—</b>	
La Compagnie d'Amusements Drummond Incorporée.....	721
<b>CHARTES—ABANDON DE:</b>	
Barré & Charron Limitée.....	722
Compagnie Rousseau Limitée.....	722
Industrial Publications Inc.....	722
La Cie de Chaux & Mortier Idéal Ltée....	721
La Sécurité Compagnie d'Assurances Générales du Canada.....	723
Les Placements Lairer, Limitée.....	721
Manufacture Idéale de Clous Limitée.....	721

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 14

<b>ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:</b>	
Silverman vs Zidulka.....	720
<b>MEETING:</b>	
Quebec Central Railway Company.....	720
<b>NOTICE TO INTERESTED PARTIES:</b>	705
<b>MISCELLANEOUS NOTICES:</b>	
Bills sanctioned.....	719
Saint-Denis et Robitaille, Inc.....	719
Saint-Lambert, city of.....	720
Syndicat Catholique National du Vêtement, Inc. de Ste-Croix de Lotbinière...	719
Syndicat National Catholique de l'Industrie de la Construction de Chicoutimi...	720
Tadoussac, village of.....	718
<b>CHIEF-OFFICE:—</b>	
Drummond Amusements Company Incorporated.....	721
<b>CHARTERS—SURRENDER OF:</b>	
Barré & Charron Limitée.....	722
Compagnie Rousseau Limitée.....	722
Industrial Publications Inc.....	722
La Cie de Chaux & Mortier Idéal Ltée....	721
General Security Insurance Company of Canada.....	723
Les Placements Lairer, Limitée.....	721
Ideal Nail Manufacturing Company.....	721

Montmorency Club Incorporated.....	722	Montmorency Club Incorporated.....	722
Orange Crush (Eastern) Limited.....	723	Orange Crush (Eastern) Limited.....	723
South Shore Homes and Lands, Limited..	723	South Shore Homes and Lands, Limited..	723
Wanner's Limited.....	722	Wanner's Limited.....	722
<b>DEMANDES À LA LÉGISLATURE:</b>		<b>APPLICATIONS TO LEGISLATURE:</b>	
L'Association Mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie des Tramways de Montréal	723	The Montreal Tramways Mutual Benefit Association.....	723
Montréal, cité de.....	724	Montreal, city of.....	724
St-Pierre, ville de.....	725	St-Pierre, town of.....	725
Syndics de la paroisse St-François-Xavier de Chicoutimi.....	724	Trustees of the parish of St-François- Xavier de Chicoutimi.....	724
The Women's General Hospital.....	724	The Women's General Hospital.....	724
<b>DÉPARTEMENTS — Avis des:</b>		<b>DEPARTMENTAL NOTICES:</b>	
<b>AGRICULTURE:</b>		<b>AGRICULTURE:</b>	
Société Coopérative Agricole de Beurrerie de Ste-Anne de la Pocatière.....	725	Société Coopérative Agricole de Beurrerie de Ste-Anne de la Pocatière.....	725
Société Coopérative Agricole de Gentilly..	725	Société Coopérative Agricole de Gentilly..	725
<b>TRÉSOR:</b>		<b>TREASURY:</b>	
<i>Assurances:</i>		<i>Insurance:</i>	
Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Alban.....	726	Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Alban.....	726
Compagnie d'assurance mutuelle de la pa- roisse de St-Siméon-de-Bonaventure....	726	Compagnie d'assurance mutuelle de la pa- roisse de St-Siméon-de-Bonaventure....	726
<b>LETTRES PATENTES:</b>		<b>LETTERS PATENT:</b>	
Alumnae Society of McGill University....	706	Alumnae Society of McGill University....	706
Auclair Taxi, Limitée.....	707	Auclair Taxi, Limitée.....	707
Canadian Art Studios Ltd.....	708	Canadian Art Studios Ltd.....	708
Car Equipment Limited.....	709	Car Equipment Limited.....	709
Cercle Universitaire Laval.....	708	Cercle Universitaire Laval.....	708
Dorval Development Co. Limited.....	709	Dorval Development Co. Limited.....	709
Ernest Pelletier & Compagnie Limitée...	709	Ernest Pelletier & Compagnie Limitée...	709
Kingsworth Supply Co., Ltd.....	710	Kingsworth Supply Co., Ltd.....	710
La Ligue Antituberculeuse de Montréal, Inc. — Montreal Anti-Tuberculosis League Inc.....	711	Montreal Anti-Tuberculosis League, Inc. —La Ligue Antituberculeuse de Mont- réal, Inc.....	711
L'Association des Élèves de l'École Univer- selle d'Orientation.....	710	L'Association des Élèves de l'École Univer- selle d'Orientation.....	710
Montreal Forged Products Limited.....	712	Montreal Forged Products Limited.....	712
Noorduyn Recreation Association.....	712	Noorduyn Recreation Association.....	712
T. McOuat & Son, Limited.....	713	T. McOuat & Son, Limited.....	713
<b>LIQUIDATION, AVIS DE:</b>		<b>WINDING UP NOTICE:</b>	
Lacoma Gold Mine (Quebec) Limited....	726	Lacoma Gold Mine (Quebec) Limited....	726
<b>NOMINATIONS:</b>		<b>APPOINTMENTS:</b>	
Diverses.....	727	Miscellaneous.....	727
<b>PROCLAMATION:</b>		<b>PROCLAMATION:</b>	
Cour du Banc du Roi, district de Montréal.	730	Court of King's Bench, district of Montreal	730
<b>VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:</b>		<b>SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:</b>	
Canadian Pacific Express Company....	728	Canadian Pacific Express Company.....	728
<b>VENTE, LOI DE FAILLITE:</b>		<b>SALE, BANKRUPTCY ACT:</b>	
Robert, René.....	727	Robert, René.....	727
<b>VENTES POUR TAXES:</b>		<b>SALES FOR TAXES:</b>	
Châteauguay, ville de.....	714	Châteauguay, town of.....	714
Labrecque, municipalité de.....	717	Labrecque, municipality of.....	717
Montréal, cité de.....	716	Montreal, city of.....	716
Québec-Ouest, ville de.....	715	Quebec-West, town of.....	715
Saint-Fulgence, paroisse de.....	717	Saint-Fulgence, parish of.....	717

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

*Abitibi:*

Heating & Plumbing Finance Ltd. vs  
Chartrand..... 728

*Chicoutimi:*

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs  
Pearson..... 728

*Montréal:*

Benoit vs Aubertin..... 729

*Québec:*

Bouchard *et al* vs Bernier..... 729

*Saint-Hyacinthe:*

Martin vs Laforme..... 730

3427-o

SHERIFFS' SALES:

*Abitibi:*

Heating & Plumbing Finance Ltd. vs  
Chartrand..... 728

*Chicoutimi:*

Quebec Farm Loan Board vs Pearson.... 728

*Montreal:*

Benoit vs Aubertin..... 729

*Quebec:*

Bouchard *et al* vs Bernier..... 729

*Saint Hyacinthe:*

Martin vs Laforme..... 730

3427-o

